



# Le Sahel

NUMERO  
10060

JEUDI  
21 Janvier 2021

150 FCFA

● Cérémonie d'investiture  
du nouveau Président des  
Etats Unis d'Amérique

**Joe Biden,**  
**46<sup>ème</sup>**  
**Président**  
**des USA**

P. 3

● Rencontre organisée par la CENI sur le partage d'information et l'évaluation des scrutins

## Tirer les leçons des scrutins passés pour une meilleure organisation du 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle



Les membres du bureau de la CENI

● Seyni Mousa / ONEP

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé, hier matin à Niamey, une rencontre d'information, de partage d'expériences et d'évaluation des scrutins du 13 et du 27 décembre 2020. Cette rencontre a regroupé les responsables de la CENI centrale, les présidents des CENI régionales, les commissaires de la CENI, les Forces de défenses et de sécurité et les structures sanitaires. L'objectif est de

procéder à une évaluation exhaustive de l'organisation des élections locales et générales des 13 et 27 décembre 2020 pour en tirer les leçons majeures en vue de la formulation des recommandations pour une bonne organisation du second tour de la présidentielle programmée pour le 21 février prochain. C'est le président de la CENI, Maitre Issaka Souna qui a présidé la cérémonie d'ouverture de cette rencontre.

P. 3

● Inauguration du siège de la mutuelle de santé  
Garde Nationale du Niger et Police Nationale



Le siège de la mutuelle baptisé  
«Mounkaila Yacouba»

P. 2

● Insuffisance des espaces sportifs  
dans les quartiers de Niamey

## La rue et les cours d'école : terrains de sport pour les jeunes

P. 5

● Transfusion sanguine

## Pénurie récurrente de poches de sang au CRTS de Niamey

P. 7

## Inauguration du siège de la mutuelle de santé Garde Nationale du Niger et Police Nationale Le siège de la mutuelle baptisé «Mounkaila Yacouba»

La Garde Nationale du Niger et la Police Nationale concrétisent un rêve, celui de voir les deux Institutions républicaines disposer d'un siège de mutuelle de santé. Le rêve est désormais une réalité. L'inauguration du siège de la mutuelle de santé Garde Nationale du Niger et Police Nationale d'une superficie de 4.390 m<sup>2</sup>, a eu lieu hier 20 janvier 2021 à Niamey. C'est un bâtiment flambant neuf implanté au quartier Maison Economique en plein cœur de la Capitale qui abrite désormais cette mutuelle permettant à la Garde Nationale du Niger et la Police Nationale de prendre en charge la santé des adhérents à hauteur de 80 %. L'inauguration officielle a été présidée par le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et religieuses M. Alkache Alhada, en présence des responsables hiérarchiques des Forces de Défense et de Sécurité.

Le siège de la mutuelle de santé Garde Nationale du Niger et Police Nationale porte le nom du premier président du conseil d'administration de cette structure, en la personne de l'Inspecteur Général de Police Mounkaila Yacouba. Créée en 2017, la mutuelle vise essentiellement la prise en charge adéquate du personnel de la Garde Nationale du Niger (GNN) et de la Police Nationale (PN). Les travaux de construction du joyau ont été lancés le 13 janvier 2019 par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Affaires Coutumières et religieuses M. Alkache Alhada à la construction de ce siège sont multiples et justifiés. Il s'agit entre autres de faire des économies substantielles en évitant de payer des frais de location ; disposer d'un local propre identifiable par les adhérents parce que situé au centre-ville et capable d'accueillir les réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration et du Secrétariat Général. L'investissement acquis sur la subvention du ministère de l'Intérieur a coûté la bagatelle somme de 547.519.939 FCFA. En réceptionnant officiellement le siège de la mu-



Ministre Alkache Alhada inaugurant le siège

tuelle de la santé GNN et PN, le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et religieuses M. Alkache Alhada a réitéré l'engagement du Président de la Répu-

M. Alkache Alhada rassure les deux institutions de l'engagement du ministère de l'Intérieur à soutenir la concrétisation du second rêve de la mutuelle, celui de la construction prochaine de son hôpital.



Les responsables de la GNN et la PN

blique, Chef Suprême des Armées et de son gouvernement à soutenir toutes les actions sociales en l'occurrence celles qui concernent les Forces de Défense et de Sécurité.

Etant donné que les ressources humaines sont disponibles, rien ne saurait s'opposer à la concrétisation d'un tel projet dont l'importance n'est plus à démontrer, a dit le ministre Alkache Alhada. Le bâtiment réceptionné est composé d'une salle de conférence d'une capacité de 220 places ; un hall d'accueil /orientation ; une cabine technique ; une loge « entrée de prestataire » ; une salle d'attente VIP ; deux salles de commission ; six (6) bureaux pour les dirigeants de la mutuelle ; une salle informatique ; une pharmacie ; un groupe électrogène d'une capacité de 150 KVA etc. Bref, le bâtiment comporte toutes les commodités nécessaires pour la prise en charge des adhérents.

Auparavant, le président du conseil d'administration de la mutuelle de santé

Garde Nationale du Niger et Police Nationale, l'Inspecteur Général de Police Assahaba Ebankawel a précisé qu'en seulement quatre (4) années d'existence, la mutuelle a connu une croissance fulgurante en passant de 33.888 bénéficiaires en 2017 à 53.724 en 2021.

En termes de règlement de factures de prise en charge, la mutuelle a payé 3.436.468.735 FCFA dont 1.340.589.419 FCFA pour la seule année 2020. Ce qui prouve la qualité sans cesse croissante de la prise en charge. Toutefois, ces chiffres cachent certaines pratiques peu orthodoxes, déplore-t-il. Ces pratiques qui sont aux antipodes de l'éthique des deux institutions (GNN et PN) se résument aux fraudes et abus de la part des adhérents qui consistent notamment en la substitution d'un bénéficiaire par un non bénéficiaire à travers l'utilisation individuelle de celui-ci ; la surconsommation qui, pour certains bénéficiaires atteint quarante à cinquante fois le montant de leurs cotisations annuelles et enfin la détention par des tierces personnes (retraités non à jour de leurs cotisations, enfants de plus de 21 ans, personnels révoqués etc.) des carnets de la mutuelle et qui bénéficient illégalement à des prestations de la mutuelle. Des solutions à cette situation qui met en péril la survie de la mutuelle ont été identifiées et seront mises en œuvre ou envisagées. Il s'agit précisément de la sensibilisation continue des adhérents ; la mise à contribution des directions des ressources humaines des deux institutions ; la définition de planchers et plafonds de consommation.



• Hassane Daouda

● Cérémonie d'investiture du nouveau Président des Etats Unis d'Amérique

# Joe Biden, 46<sup>ème</sup> Président des USA

Elu en s'arrogeant la victoire, à l'issue du scrutin présidentiel du mardi 3 novembre 2020 et entérinée le 14 décembre 2020 par le vote des grands électeurs, le nouveau président des Etats Unis d'Amérique, M. Joe Biden, a prêté serment, hier mercredi 20 janvier 2021, dans l'après-midi, devenant ainsi le 46<sup>ème</sup> président du pays de l'Oncle Sam. C'était lors d'une cérémonie solennelle d'investiture qui s'est déroulée sur les marches du Capitole, avec l'absence très remarquée de son prédécesseur, Donald Trump, qui avait quitté la Maison Blanche, quelques heures plus tôt, en destination de la Floride où il a élu domicile.



Le Président Joe Biden, lors de sa prestation de serment

Jouant la carte de l'homme de paix et du consensus, Joe Biden a appelé les Américains à l'unité, tout en assurant qu'il luttera lors de son mandat contre "le suprématisme blanc et le terrorisme intérieur". De même, il a assuré qu'il fera des Etats-Unis "un partenaire de confiance pour la paix dans le monde".

Né le 20 novembre 1942 à Scranton, en Pennsylvanie, Joe Biden a occupé 36 ans durant le poste de sénateur du Delaware (1973-2009), avant de devenir le vice-président de Barack Obama, un poste qu'il a occupé pendant les deux mandats du 44<sup>ème</sup> président des Etats-Unis, jusqu'en 2017. De confession catholique et d'origine modeste, Joe Biden étudie l'histoire et les sciences politiques dans le Delaware, où sa famille s'est installée. Il poursuit ses études de droit à New York et devient juriste.

L'événement, qui a mobilisé peu de foule du fait des raisons d'ordre sécuritaire, mais également du fait des restrictions imposées par la pandémie de Covid-19, était pourtant l'un des plus attendus aussi bien aux Etats Unis que dans le reste du monde. Et c'est à juste titre que la cérémonie retransmise en direct par presque tous les grands médias a été suivie avec une attention particulière aux quatre coins de la planète. Un engouement qui pourrait se justifier par les soubresauts

ayant dominé la phase de la transition qui fut tumultueuse, le candidat malheureux Donald Trump, ayant eu du mal à accepter sa défaite. Une réticence affichée qui s'est d'ailleurs soldée par la prise d'assaut du capitole, le 6 janvier 2021, par les partisans du président sortant.

Il n'empêche que hier, la cérémonie de prestation de serment du 46<sup>ème</sup> Président des Etats Unis s'est déroulée dans la pure tradition de l'investiture d'un futur locataire de la Maison Blanche. C'est ainsi que,

comme l'ont fait avant lui George Washington, Franklin Roosevelt et John F. Kennedy, le Président Joe Biden, 78 ans, a prêté serment sur la bible. La main gauche sur la bible, et la main droite levée, Biden a prêté serment en prononçant la formule consacrée : "Je jure solennellement que j'accomplirai loyalement les fonctions de président des Etats-Unis et que je ferai de mon mieux pour préserver, protéger et défendre la Constitution des Etats-Unis". Dans son discours d'investiture qu'il a prononcé devant une l'immense esplanade du

National Mall, sans public mais recouverte de 191 500 drapeaux américains, le nouveau chef d'Etat américain a abordé de nombreux sujets, tout en saluant ce qu'il a lui-même appelé une journée "d'espoir" pour son pays. Comme pour répondre à son prédécesseur Donald Trump qui, depuis les résultats de l'élection présidentielle, n'a cessé de multiplier les allégations de fraudes électorales, le Président Biden a mis l'accent sur le triomphe de la démocratie : "à cette heure, mes amis, la démocratie a prévalu", a-t-il lancé.

● Assane Soumana

● Rencontre organisée par la CENI sur le partage d'information et l'évaluation des scrutins

## Tirer les leçons des scrutins passés pour une meilleure organisation du 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé, hier matin à Niamey, une rencontre d'information, de partage d'expériences et d'évaluation des scrutins du 13 et du 27 décembre 2020. Cette rencontre a regroupé les responsables de la CENI centrale, les présidents des CENI régionales, les commissaires de la CENI, les Forces de défenses et de sécurité et les structures sanitaires. L'objectif est de procéder à une évaluation exhaustive de l'organisation des élections locales et générales des 13 et 27 décembre 2020 pour en tirer les leçons majeures en vue de la formulation des recommandations pour une bonne organisation du second tour de la présidentielle programmée pour le 21 février prochain. C'est le président de la CENI, Maître Issaka Souna qui a présidé la cérémonie d'ouverture de cette rencontre.

Le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante CENI Me Issaka Souna a félicité tous les acteurs présents pour les efforts consentis et pour la réussite de l'organisation et du déroulement des scrutins passés en dépit des conditions socio sécuritaires et sanitaires qui prévalent. Cette rencontre a-t-il poursuivi, va leur permettre d'évaluer leurs forces mais surtout leurs faiblesses et de rechercher des solutions qui permettraient de mieux préparer l'échéance tant attendue du 21 février 2021, à savoir le second tour de l'élection présidentielle. «Les bonnes pratiques, les comportements ingénieux et responsables seront identifiés et organisés pour servir de ferment à l'esprit professionnel et à l'engagement de notre mission», a-t-il dit, avant d'exhorter les acteurs à tirer des leçons de tous les exercices passés et à créer ensemble un environnement



Les membres du bureau de la CENI

de paix et de sérénité nécessaire à l'organisation d'un scrutin aussi important. Pour cela, Me Issaka Souna a dit qu'il s'agit de mettre en place l'ensemble des codes, usages et bonnes pratiques permettant d'élever les standards de la pratique électorale et par voie de conséquence le processus de la consolidation de la démocratie et de promotion de l'Etat de droit au Niger. «Vous allez donc échanger, visiter et analyser avec les au-

tres membres de la CENI sur les différentes matières et thématiques inscrites dans le cycle électoral 2018 2021», a-t-il dit aux participants à la rencontre. Face à cette responsabilité, «l'administration centrale nationale reste entièrement à votre disposition et vous facilitera la tâche pour toutes les activités électorales à venir» a conclu le président de la CENI.

● Aminatou Seydou Harouna

Durant deux jours, les participants procéderont à la présentation des rapports des régions (logistique, capacité des membres des Bureau de Vote et formation, déroulement de vote, dépouillement et centralisation des résultats, transmis-

sion des résultats, sécurité, sensibilisation), des communications sur le mécanisme et monitoring des stratégies en vue d'une meilleure organisation du 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle et une répartition des tâches pour l'animation de ces stratégies.



**UNMOA-Titres** ANNONCE AU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

RESULTATS DE L'ÉMISSION DE BONS ASSIMILABLES DU TRÉSOR DE CÔTE D'IVOIRE DU 19 JANVIER 2021

L'Agence UNMOA-Titres (AUT), en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le mardi 19 janvier 2021, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique de Côte d'Ivoire, l'émission de Bons Assimilables du Trésor à cent quatre-vingt-deux (182) jours pour un montant de 30 milliards de FCFA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme d'émissions de titres publics de Côte d'Ivoire en conformité avec la stratégie à moyen et long terme de gestion de la dette.

L'adjudication ouverte le 19 janvier 2021, suivant un système d'enchères à taux multiples, a enregistré les résultats ci-dessous :

Résultats de l'émission	
Montant global des soumissions (en FCFA)	69 000 000 000
Dont ONC	ND
Montant retenu (en FCFA)	33 000 000 000
Dont ONC	ND
Montant Net	32 501 168 333
Taux Marginal	2,9900%
Taux Moyen Pondéré	3,04%
Rendement Moyen Pondéré (RMP)	10
Nombre de soumissions	14
Nombre de Participants directs	230,03%
Taux de couverture	47,82%
Taux d'absorption	

L'Agence remercie, au nom du Trésor Public de Côte d'Ivoire, l'ensemble des investisseurs pour la confiance renouvelée et le soutien constant aux initiatives de financement des actions de développement dans l'Union.

Fait à Dakar, le 19 janvier 2021

Le Directeur  
Adrien DIOUF

97 678 000 00 (voix) / 76 442 22 840 00 (p) / 1 (fax) : agence@unmoa-titres.com  
www.unmoa-titres.com

## INSERTION LEGALE

**SCPA MANDELA, Avocats Associés**, 468, Avenue des Zarmakoy, BP :12 040 Niamey, Tél. 20 75 50 91/20 75 55 83, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites,

### Vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur

En l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance hors classe de Niamey sis au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire des dites audiences, le **17 Février 2021, à 9h 00 minute**, jours et heures suivantes, s'il y a lieu ;

### Ont fait à tous ceux à qui il appartiendra :

Qu'en vertu de la grosse en forme exécutoire de la convention de crédit contrat en date du 17 Octobre 2018 passée par devant Me DODO DAN GADO HAOUA, notaire à la résidence de Niamey

Et par suite d'un commandement de **Mohamed Adamou Barmou**, Huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance de Maradi en date du 05 Novembre 2020

Aux requêtes poursuites et diligences de **BANQUE OF AFRICA NIGER** par abréviation « **BAO-NIGER** », société anonyme avec conseil d'administration au capital de 13.000.000 FCFA ayant son siège social à Niamey, immeuble BOA-NIGER, rue du GAWEYE BP : 10973, immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro NI-NIM-2003-B-639, agissant par l'organe de son Directeur Général **monsieur SEBASTIEN TONI**, assistée de la **SCPA MANDELA, Avocats Associés**, 468, Avenue des Zarmakoy, BP 12 040 Niamey, Tél. 20 75 50 91/20 75 55 83, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites., et à laquelle devront être faites toutes notifications, significations ou offres réelles;

### Parties saisies :

1) **SOCIETE NIGERIENNE DE MINES D'INDUSTRIE, DE GESTION ET D'ELIMINATION DE DECHETS « SONIMIGED »**, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 1.000.000 FCFA, ayant son siège social à Niamey, quartier extension Yantala lot 375, parcelle B1, BP :11.672 Niamey, immatriculée au registre du

commerce et du crédit immobilier de Niamey sous le numéro RCCM NI-NIA-2017-B-637

2) **Monsieur GANDA BOULKASSOUM** gérant et caution hypothécaire de la SONIMIGED, né vers 1980 à Bangaqui/Kollo, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey, titulaire de la carte d'identité n°9724/17/CCN/DPVN

En présence ou dûment appelé **Monsieur GANDA BOULKASSOUM** gérant et caution hypothécaire de la SONIMIGED, né vers 1980 à Bangaqui/Kollo, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance de Niamey, statuant en matière d'adjudication, sis au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire des dites audiences, le **17 Février 2021, à 9h 00 minute**, jours et heures suivantes ; s'il y a lieu de l'immeuble dont la désignation suit :

### DESIGNATION :

Terrain urbain bâti de forme rectangulaire sis à Niamey, d'une superficie de deux cent cinquante (250) mètres carrés, lotissement yantala extension, lot 3751, parcelle B1 et limité au nord par une rue de 12m, à l'est par une parcelle C du même lot, au Sud par la parcelle I du même lot et à l'ouest par la parcelle B2 du même lot, objet du titre foncier 51.587 de la République du Niger

### Mise à prix :

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix de **28.000.000 FCFA**

Fait et rédigé à Niamey, le 18 Janvier 2021 par l'Avocat poursuivant soussigné

**POUR LA SCPA MANDELA**  
**Me Souleymane SEYDOU**  
Signature

Pour tout renseignement s'adresser :

1° **La SCPA MANDELA, Avocats Associés**, 468 Avenue des Zarmakoy, B.P. 12 040, Niamey, Tél 20.75.50.91/20.75.55.83 ;

2° **Le Greffier en Chef** près le **Tribunal de Grande de Maradi**, dépositaire du cahier des charges ;

3° **Maître MOHAMED ADAMOU BARMOU**, Huissier de Justice à Niamey

Pour extrait  
**La SCPA MANDELA**



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN

WEST AFRICA  
**TRADE & INVESTMENT HUB**

## DÉCLARATION ANNUELLE DE PROGRAMME

### Réponse rapide à la Covid-19 au Niger

Date limite des soumissions : 31 mars 2021 à 17h00 (GMT +1)

Dans le cadre de ses activités en Afrique de l'Ouest et son programme « Covid-19 Réponse Rapide au Sahel », le Trade Hub lance un Appel à Manifestation d'Intérêt (EOI) des candidats éligibles pour des partenariats de co-investissement avec les entreprises, institutions financières et autres organisations au Niger. La sollicitation vise à établir un partenariat avec le secteur privé pour atténuer l'impact financier et économique de la pandémie de COVID-19 et aider les PME à accéder au financement et préserver les emplois.

Les organisations admissibles souhaitant soumettre une note conceptuelle sont invitées à lire attentivement la Déclaration Annuelle de Programme (APS) sur le site web du Trade Hub pour avoir une compréhension approfondie du processus:

[www.westafricatradehub.com/co-investment/](http://www.westafricatradehub.com/co-investment/).

Toute question concernant cette APS doit être soumise par écrit à [grants@westafricatih.com](mailto:grants@westafricatih.com).

## ● Insuffisance des espaces sportifs dans les quartiers de Niamey **La rue et les cours d'école : terrains de sport pour les jeunes**

Avec une population estimée à plus d'un million et demi d'habitants, la ville de Niamey, capitale de Niger, connaît un rapide développement urbain. La ville a considérablement grandi, donnant naissance à plusieurs quartiers périphériques. Aujourd'hui, la ville fait face à un sérieux problème d'aménagement. Si dans la conception de tous ces quartiers, tous les espaces sociaux, notamment ceux de loisirs et de sports, ont été prévus, ce n'est pas le cas pour leur aménagement. En effet, on se rend aisément à l'évidence que les espaces réservés pour les loisirs et les sports ont tous simplement disparu : ont-ils été morcelés ou vendus ? La question reste posée. Ce qui est sûr, il est difficile de trouver des lieux de sports et de loisirs dans tous les quartiers de la ville de Niamey. Aujourd'hui, se distraire, les jeunes et les enfants utilisent des terrains improvisés voire inappropriés notamment les rues et les cours de certaines écoles. Mais pour donner un cadre de rencontres aux jeunes, des parcs publics et privés ont été créés.

Exposés à des risques énormes les jeunes et les enfants de certains quartiers périphériques de Niamey, faute d'alternative, transforment la rue en terrain de sport ou pour d'autres jeux et loisirs bien que «la rue n'est pas un lieu de jeux pour enfant et pour les jeunes. Nous avons bien voulu avoir des espaces sécurisés où chaque après-midi les jeunes du quartier peuvent se retrouver pour se distraire, jouer et/ou suivre les autres jouer. Malheureusement, tout a été morcelé. La conséquence c'est nous les jeunes qui la subissons»,

grande rue entre les écoles Gawaye 1 et 2 et dans l'enceinte de ces écoles où chaque après-midi, les jeunes et les enfants du quartier, partagent le peu d'espace disponible. Cette problématique d'insuffisance voire de manque d'espace pour jeux dans les quartiers affecte aujourd'hui les écoles. La Cour du CES rive droite 1 et 2 (ex CEG 9), servait autrefois de cadre pour les jeunes de Gawaye, de Banga Bana et de Karadjé, pour les jeux. En effet, plusieurs types de sports se pratiquaient par les jeunes notamment les arts martiaux, le football, le



Terrain de foot improvisé au sein d'une école

(EPS). Des terrains scolaires occupés par quelques élèves auparavant, sont partagés aujourd'hui par plusieurs écoles. C'est le cas toujours du CES Rive droite dont le terrain sert aujourd'hui de terrain d'EPS pour les deux CES rive droite 1 et 2, école Nodou, école Aimé-César, école Mossi et plusieurs autres établissements proches. C'est aussi le cas du terrain musulman de Niamey que plusieurs établissements utilisent pour les activités d'EPS.

Dans certains quartiers, les jeunes attendent la nuit pour jouer dans la rue afin d'éviter les risques d'accident de circulation. Le dimanche dernier, aux environs de 22h, nous avons suivi un groupe de jeunes au quartier Gawaye. Un de ces jeunes explique pourquoi ils choisissent cette heure pour jouer au football. «Les soirs les terrains des écoles sont pleins. Il y'a beaucoup de risque quand tous on se retrouve pour jouer. On a connu plusieurs cas d'incident entre les jeunes à cause de l'espace, parce que il y'a des lieux que certains considèrent comme leur propriété et que personne d'autre ne doit utiliser. C'est pourquoi, pour éviter trop de problèmes entre nous jeunes, mais aussi pour éviter les risques d'accidents, parce que la journée il y'a de la circulation, nous avons préféré jouer la nuit sur la rue.

Nous profitons de la lumière des lampadaires pour jouer», a expliqué le jeune Souleymane.

Pour répondre à cette préoccupation, la Ville de Niamey en collaboration avec certains partenaires a,

de sport, quel qu'en soit le moment. Mais nous sommes contraints de l'utiliser parce que nous n'avons pas d'autres solutions», a ajouté le jeune Souleymane.

En ce qui concerne le loisir,



Un club de taekwondo s'entraînant à l'air libre

dans le cadre du programme Niamey N'yala, construit des terrains modernes à plusieurs endroits de la ville. C'est le cas des terrains de maracana au rond-point des martyrs et à la rive droite le long du mur de l'AGRIMET, bien sécurisés qui ont été construits. Mais là aussi, le problème d'accès à ces infrastructures par les jeunes se pose. Certes ces espaces ont été aménagés pour le public mais l'accès est payant. Ce qui ne donne pas la possibilité à ces jeunes de profiter de telles infrastructures. «Le mieux pour nous c'est d'aménager des complexes et autres espaces publics dans les quartiers. Il faut donner plus d'occasion à ces jeunes pour la distraction et le loisir. La rue n'est pas un lieu

il faut aussi reconnaître les efforts fournis par la ville et certaines personnes pour avoir construit des parcs publics aux profits des jeunes. Les parcs sont des espaces qui offrent aux jeunes, surtout les enfants des cadres agréables pour jouer, s'adonner aux sports et aux autres activités de détente. A Niamey, il existe divers espaces dédiés aux loisirs dont entre autres le Parc d'agrément de Koira Kano, le Parc d'agrément de Cité Fayçal, le Parc d'agrément du Nouveau marché, le Parc de l'Amitié Nigéro-Turque, le Jardin public de la Présidence, le Place Monteil, la Place Col Anatoub, le Parc du Rond-point Rive droite, la place de l'ancien petit marché, etc.

● Ali Maman



Pour se donner du plaisir de jouer à tout prix

déplore le jeune Abdoulaye Issoufou du quartier Gawaye dans la commune 5 de Niamey. Certains jeunes se contentent des cours d'écoles pour s'offrir, chaque après-midi, des cadres pour jouer au football. Le cas le plus illustratif c'est au niveau de la

handball, le volleyball et le basketball. Aujourd'hui, cet espace est très restreint pour suffire à tout ce beau monde. Ce problème d'espace de jeux affecte aussi les établissements scolaires dans le cadre des activités d'Éducation physique et sportive



REPUBLIQUE DU NIGER  
Ministère des Enseignements Secondaires  
Ministère de l'Enseignement Primaire, de  
l'Alphabétisation, de la Promotion des  
Langues Nationales et de l'Éducation Civique  
Secrétariat Général du MES

## AVIS DE RECRUTEMENT

Projet NIGER- LIRE  
(Learning Improvement for  
Results in Education)  
Unité de Coordination du projet  
Téléphone : +227 20 37 11 09  
Email : ucpnigerlire@gmail.com

### Un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Maradi

Le gouvernement du Niger a reçu un don et un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NIGER-LIRE (Learning Improvement for Results in Education) et se propose d'utiliser une partie des fonds au titre du **recrutement d'un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Maradi**

#### 1. Contexte

Le système éducatif nigérien évolue dans un contexte marqué par une forte pression démographique, des ressources limitées et des risques de vulnérabilités majeures. La forte croissance démographique (3,9% par an) et le rajeunissement massif de la population, avec 54% des nigériens ayant moins de 15 ans, entraînent un flux important d'enfants en âge d'entrer en 1ère année du cycle scolaire. Ainsi, le nombre d'enfants à scolariser devrait atteindre plus d'un million chaque année d'ici 2030, contre environ 500 000 actuellement.

La priorité qu'accorde l'Etat nigérien au secteur de l'éducation et de la formation se traduit par l'importance des ressources budgétaires allouées à ce secteur. En 2016, les dépenses publiques en éducation représentaient 20,7% du budget total de l'Etat et 5,2% du PIB.

Pour soutenir les efforts de l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent un concours inestimable sous diverses formes pour le financement du PSEF. C'est ainsi que la Banque mondiale prévoit un renforcement de son appui technique et financier au secteur éducatif nigérien à travers le nouveau cadre de partenariat (CPF) conclu entre les deux parties pour la période 2018-2022. Celui-ci prévoit un nouvel appui au secteur éducatif à travers un financement IDA devant contribuer au troisième pilier du CPF sur l'amélioration du capital humain et de la protection sociale et son objectif d'amélioration de l'accès à des services de formation et d'éducation de qualité.

S'appuyant sur la nouvelle approche de la Banque mondiale en matière d'éducation et sur l'engagement politique ferme du gouvernement, le nouveau projet intitulé LIRE (Learning Improvement for Results in Education) permettra d'éradiquer les défaillances liées à l'éducation au Niger grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouvel ensemble de politiques axées sur les principaux déterminants de la crise de l'apprentissage, et sur l'acquisition des compétences en lecture dans l'éducation de base.

**L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif.**

Afin de soutenir l'Unité de Coordination du Projet (UCP), il est prévu la création de cinq unités techniques de coordination régionales (UTCR) soit une dans chacune des régions suivantes : Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Chaque UTCR aura en plus du Coordonnateur régional, une équipe technique composée d'un assistant comptable et d'un contrôleur interne et d'un personnel d'appui composé de chauffeur, gardien et assistant administratif.

#### 2. MANDAT DU POSTE

**Titre du Poste** : Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE.

**Supérieur hiérarchique** : Coordonnateur régional.

**Supervision fonctionnelle** : Auditeur interne de l'UCP du Projet LIRE

#### Attributions et responsabilités :

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur régional et la supervision de l'Auditeur interne de l'UCP, le **contrôleur**

**interne régional s'assure de l'efficacité du système de contrôle interne du projet dans le périmètre d'intervention de la coordination régionale. Il a pour mission de contrôler la conformité des opérations de l'UTCR avec les dispositions du manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

A ce titre, il a en charge la conduite des activités de contrôle interne au niveau de l'UTCR de TILLABERY du « Projet LIRE », pour faciliter la mise en œuvre du projet par le MEP et le MES, dans le respect des documents de base du projet LIRE, en particulier, les accords de financement et les différents manuels.

#### 3. CONDITIONS D'EMPLOI DE CONTROLEUR INTERNE REGIONAL

Le projet mettra à la disposition du Contrôleur interne régional l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet.

Le Contrôleur interne régional aura le statut de consultant en conformité avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale, adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018, qui stipule en son article 3.23.d. « Au cas par cas, la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque : (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur ».

#### 4. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018. Le candidat présentant le meilleur profil et après entretien sera invité aux négociations pour la conclusion du contrat.

#### 5. QUALIFICATIONS ET CONDITIONS REQUISES

Pour mener à bien cette mission, le/la Contrôleur interne régional devra avoir les qualifications minimales suivantes :

##### a. Niveau académique :

- Avoir au moins le niveau **BAC+3 en Audit ou Contrôle de Gestion et/ou finance**, comptabilité ou tout autre diplôme équivalent.

##### b. Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience pratique d'au moins 5 ans en Audit, Contrôle Interne ou contrôle de gestion ;  
- Posséder une expérience professionnelle obligatoire de 3 ans au moins en cabinet d'audit ou dans un projet de développement.

##### Exigences particulières

- De solides connaissances en comptabilité finance, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le domaine de la gestion de projet ;  
- Une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel,

Power Point, Internet) ;

- Avoir une bonne connaissance des projets de développement et les procédures des PTF notamment la Banque mondiale, la BAD ou la BID ou un projet de développement financé par ces principaux bailleurs serait un atout ;

- La capacité à exploiter les informations financières ;  
- La capacité à déceler les erreurs et à rechercher les sources d'informations pertinentes ;  
- Avoir un esprit d'analyse et une très grande capacité rédactionnelle ;  
- Être immédiatement disponible ;  
- Aptitude à séjourner en milieu rural.  
**- Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.**

#### 6. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du « Projet LIRE » ;  
- un CV détaillé et actualisé, décrivant l'expérience spécifique du candidat ;  
- une copie certifiée des diplômes de formation supérieure ;  
- une copie certifiée des attestations de stages, séminaires et formations de courte durée ;  
- les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### 7. CARACTERISTIQUES DU POSTE, DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTATION

La durée de la mission s'étendra jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet LIRE. Le poste est basé dans la région de Maradi avec des déplacements fréquents dans la région et dans le pays.

La durée du contrat est d'un (1) an avec une période d'essai de six (6) mois. Le contrat est renouvelable sur le reste de la durée du projet (5 ans) après évaluations satisfaisantes des performances.

Chaque année, les performances du/de la Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE seront évaluées par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE. En cas de performances jugées bonnes par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE et l'IDA, un avenant au contrat sera fait pour intégrer les décisions issues de l'évaluation annuelle.

#### 8. Date et lieu de dépôt des dossiers

Le Chargé de l'Unité de Coordination des Programmes Education, Coordonnateur National du Projet LIRE invite les personnes intéressées par ce poste à déposer leur dossier sous pli fermé à l'adresse suivante : Rue KK6, face espace forestier, Quartier Koira Kano, Niamey – NIGER, Téléphones : +227 20 37 11 09 / 81 24 55 39, **avant le mardi 9 février 2021 à 17h30**, avec mention dans l'objet : « **Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Maradi** », à n'ouvrir qu'en séance de présélection.

Ou aux adresses Email : [ucpnigerlire@gmail.com](mailto:ucpnigerlire@gmail.com) et [aoulayah@yahoo.fr](mailto:aoulayah@yahoo.fr)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessus mentionnée du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures.

Dr. Aoula Yahaya

● Transfusion sanguine

# Pénurie récurrente de poches de sang au CRTS de Niamey

Plusieurs maladies nécessitent la transfusion sanguine. Il s'agit généralement des situations d'anémie qui se posent et dans lesquelles peuvent se retrouver les femmes enceintes, les drépanocytaires, les accidentés ou simplement ceux qui souffrent d'anémie chronique. A Niamey, le besoin se fait sentir et l'ensemble des structures sanitaires de la ville se ravitaillent uniquement au Centre régional de transfusion sanguine (CRTS). Or, selon les responsables dudit centre, cette structure n'arrive à subvenir qu'au 1/3 de la demande, avec une moyenne de 100 donneurs par jours.

C'est une situation très récurrente qui amène les responsables du CRTS à lancer souvent des alertes en vue de mobiliser des potentiels donneurs. En effet, l'insuffisance de poche de sang contraint les agents de santé à faire, généralement, des transfusions différées, c'est-à-dire au fur et à mesure qu'ils ont à leur disposition les poches requises. Et cela souvent à bout des jours. Cependant, puisqu'il s'agit d'un recours d'urgence, lorsque la transfusion est faite au complet, au moment voulu, elle est d'un apport satisfaisant à même de sauver des vies. Il est donc un défi humanitaire d'en avoir autant, à la hauteur des besoins.

Malheureusement, « la situation est déplorable, parce que nous n'avons pas suffisamment de donneurs et nous n'arrivons pas à satisfaire toutes les demandes de sang. Nous avons en moyenne 100 donneurs par jour. Mais il y'a trop de structures sanitaires qui demandent », a dit Mme Soumana Hadiza, surveillante du Centre régional de transfusion sanguine de Niamey. L'on comprend alors qu'il y'a très peu de donneurs de sang proportionnellement à la démographie de la capitale. « Je crois que c'est dû à une insuffisance de sensibilisation de la population nigérienne. Certaines personnes ne savent même pas qu'on peut donner son sang pour sauver

de vie. Elles vont chez les coiffeurs traditionnels ou wanzams et faire le kaho ou la saignée et c'est fini. Elles vont jeter ça alors que nous en avons besoin ici pour des transfusions. Je ne suis pas contre ces traditions mais, le mieux c'est de sauver des vies humaines, que d'aller verser son sang par



Salle de transfusion du CRTS

terre », déplore Mme Soumana Hadiza. Pour parler de la transfusion sanguine, sa faisabilité dépend fondamentalement de deux principales conditions, à savoir : la disponibilité et la compatibilité. Ainsi, les anémies dont les besoins ne trouvent pas de poches conformes, font recours à la famille des patients, chacun pour soi. Et du coup, la démarche fait prendre souvent des jours. Ce qui suppose la transfusion différée. La majeure partie de la population est de catégorie sanguine O. C'est le groupe le plus fréquent de la population, les au-

tres sont des groupes de séries A, B, ou groupe AB. La plus rare c'est le AB (5% de la population) surtout le AB-, souligne Mme Soumana Hadiza. Quand on vient chercher du sang et qu'il n'y en pas, on écrit sur le bon de sang: manque, envoyez les parents. Cela veut dire que les services sont déjà informés qu'il faut envoyer au moins 3 donneurs proches du patient. Et pour chaque patient donc quand le donneur se fait prélever, on écrit sur la fiche: vu et prélevé pour qu'on puisse l'associer à la demande du patient pour qui il a été envoyé. Ensuite, c'est seulement le lendemain à 14h ou 16h que la personne peut avoir le sang. Or, lorsque la disponibilité ne fait pas défaut, les poches compatibles

aux demandes des structures sanitaires sont envoyées systématiquement. La transfusion se fait ainsi instantanément », explique la surveillante du centre.

**Encourager les donneurs du sang**

Par ailleurs, pour encourager le geste noble et humanitaire, les donneurs volontaires ayant fait don de sang, au-delà de deux fois, peuvent recevoir de carte de donneur qu'ils pourront présenter en cas de besoin de transfusion, qu'il s'agisse d'eux-mêmes ou d'un membre de leurs familles, pour bénéficier de prises en



La surveillante du CRTS de Niamey

charge prioritaires. En outre, selon la surveillante, le CRTS de Niamey a commencé à amener des donneurs au pèlerinage à la Mecque. Beaucoup de grands donneurs sont décorés ou ont reçu des témoignages de satisfaction. « Je pense que la plus grande satisfaction c'est la satisfaction morale que le donneur a, en sachant qu'en donnant du sang il viendra sauver une vie, c'est cette satisfaction de soi-même, pour avoir accompli un geste noble et humain », estime Mme Soumana.

Au niveau du CRTS, une fonction s'occupe de la promotion du don de sang. Des structures partenaires reçoivent des lettres de sollicitation en cas d'urgence. Ce sont en grande partie, des associations. Certains font le déplacement avec leurs membres jusqu'au centre, pour d'autres c'est la logistique du CRTS qui se déploie vers eux. « Nous avons un bus pour le transport des donneurs et deux fourgonnettes neuves de collecte de sang qui sont dotées de matériels où on peut même prélever dans les véhicules », a-t-elle indiqué.

La conservation dépend de l'anti coagulant qui a été ajouté dans la poche de sang. Certains anticoagulants font que la poche de sang dure 3 semaines. Il y en a qui permettent d'aller jusqu'à 35 jours, voire à 42 jours. Ce ne sont donc pas les dispositions ou capacités pour en avoir

assez qui font défaut au centre, encore moins la logistique mais plutôt les 300 donneurs par jour, sur une population de Niamey de plus de 1,8 millions d'habitants. « Quand on donne aujourd'hui quelqu'un fera de même demain pour nous ou un proche », dit Mme Soumana Hadiza.

**Don de sang dans le contexte de Covid-19**

Au début du confinement, à la veille du mois de ramadan, le couvre-feu a eu un impact sur l'affluence des donneurs de sang. Pendant le carême, les collectes se faisaient la nuit, après rupture de jeûne. Avec le couvre-feu, c'était interdit de sortir, sauf en cas de force majeure. « Nous avons pu avoir des badges d'autorisation pour que l'on puisse aller et venir. Les donneurs quand ils disent qu'ils partaient donner du sang on les laissait passer. Nous avons demandé à nos agents de venir ici à 18h30 pour qu'après la rupture, ils commencent à prélever pour descendre ensuite à 21h. Et jusqu'à aujourd'hui il est déconseillé de faire de rassemblement de plus de 50 personnes », explique la surveillante du CRTS de Niamey, Mme Soumana Hadiza. Le don de sang se fait au centre régional de transfusion sanguine dans le respect acceptable des mesures barrières.

● **Ismaël Chékaré**

**AVIS DE PERTE**

L'AN DEUX MIL DIX SEPT ET LE ONZE DECEMBRE  
Par devant Me SEYDOU KELESSI FATCHIMA, Notaire à la résidence de NIAMEY (République du NIGER) Tel/Cel: 00227. 96 87 26 66/ 00227. 91 34 76 75 BP: 13045 Niamey-Niger, soussigné:  
Il est donné avis de la perte de l'acte de cession de la parcelle N° F de l'ilot 7 818, d'une superficie de Cinq Cent (500) mètres carrés, du lotissement KOBONTAFA au nom de Mr SOULEY YOUNOUSSI, demeurant à Niamey, Né le 01/01/1975 à Doumbia/Téra, titulaire du passeport N° 06PCA41357, délivré le 04/11/2013 à Niamey par le DGPNDST  
Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au cabinet du Notaire soussigné ou au Ministère des affaire domaniale cadastrale de Niamey.

**POUR AVIS LE NOTAIRE**  
Maître SEYDOU KELESSI FATCHIMA

**AVIS DE PERTE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET VINGT ET SEPT OCTOBRE  
Par devant Me SEYDOU KELESSI FA TCHIMA, Notaire à la résidence de NIAMEY (République du NIGER) Tel/Cel: 00227. 96 87 26 66/ 00227. 91 34 76 75 BP: 13045 Niamey-Niger, soussigné:  
Il est donné avis de la perte d'un ilot N°3689, la parcelle I d'une superficie Deux Cent Cinquante (250) mètres carrés chacune, du lotissement BOUKOKI au nom de Madame FATI HAROUNA.  
Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au cabinet du Notaire soussigné ou au Ministère des affaire domaniale cadastrale de Niamey.

**POUR AVIS, LE NOTAIRE**  
Maître SEYDOU KELESSI FATCHIMA

## ● Marché des céréales

# Légère hausse des prix des céréales au cours de la semaine du 6 au 12 janvier

Selon le Bulletin hebdomadaire N°594 du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA), la Semaine N°02 du Mercredi 06 au Mardi 12 Janvier 2021, la situation des prix sur les marchés céréaliers est marquée par une légère hausse des prix de la majorité des produits. Cette évolution des prix se caractérise par un renchérissement modéré des prix du mil, du sorgho et du maïs (+2% chacun). Le prix du riz importé est resté constant, comparé à son niveau de la semaine écoulée. Cette situation peut s'expliquer d'une part, par la campagne d'achats massifs des produits locaux auprès des producteurs ruraux, lancée par les commerçants de céréales pour la reconstitution de leurs stocks. D'autre part, par la réduction de



Magasin de céréale

**A**u niveau national, le prix le plus bas est observé à Guidan-Roundji (18 000 FCFA) alors que le prix le plus élevé est relevé à Bouza (28 000 FCFA). Aussi comparés à la moyenne des cinq dernières années (2015/2019) à la même période, les prix moyens de ces produits, affichent des variations suivantes : +17% pour le mil, +11% pour le sorgho, +12% pour le maïs et +8% pour le riz importé.

### Le Mil

A l'instar de la semaine passée, les prix du mil sur les marchés céréaliers ont enregistré une hausse modérée de 2% en raison de la pression de la demande de cette céréale émanant d'opérateurs économiques céréaliers. Le prix moyen national du sac de cette céréale s'établit actuellement à 22 258 FCFA contre 21 727 FCFA précédemment. Comparés à la même période de l'année passée (2020), les

prix moyens des céréales connaissent une hausse notable de : 20% pour le mil, 12% pour le sorgho, 14% pour le maïs et 6% pour le riz importé. Conséquences de la pandémie du covid-19 qui continue d'affecter l'économie de tous les pays. A Niamey, le prix moyen du sac de 100 Kg de cette céréale hausse légèrement de 2% comparativement à son niveau de la semaine antérieure. Ces prix varient entre 23 150 FCFA à Dolé, et 24 200 FCFA sur le marché de Bonkanèye.

### Le Sorgho

Tout comme le mil, le prix moyen actuel du sac d'environ 100 Kg de sorgho a enregistré une augmentation de 2%, du fait de l'augmentation de sa demande malgré une offre relativement importante en cette période de nouvelle récolte dans les zones de production du pays. Le prix moyen national du sac de cette céréale, se situe actuellement à 19 419 FCFA contre

19 125 FCFA la semaine passée. Par rapport à la même période de l'année passée et à la moyenne quinquennale, le prix moyen du sorgho affiche des augmentations de 12% et 11% respectivement. Au plan national, le marché de Karofane pratique encore, le prix du sac le plus bas (14 000 FCFA) et celui d'Arlit enregistre le prix le plus élevé (25 000 FCFA). Sur les marchés suivis de la capitale, le prix moyen du sac de 100 Kg de cette céréale baisse légèrement de 2% en variation hebdomadaire. Le prix du sac de 100 kg s'obtient à 18 500 FCFA sur le marché de Katakoto et 19 000 FCFA sur les autres marchés suivis de la capitale.

### Le maïs

Tout comme le mil et le sorgho, le prix moyen actuel du sac d'environ 100 Kg de maïs a connu un léger accroissement de 2% par rapport à la semaine précédente en raison de la baisse de son offre sur certains marchés suivis. Il

s'établit à 21 049 FCFA contre 20 602 FCFA au cours de la période précédente. Par rapport à l'année passée (2020) à la même période, le prix du sac de 100 kg est en hausse de 14%. Comparé à la moyenne quinquennale (2015/2019), ce prix moyen présente une hausse de 12%.

Au niveau national, les prix du sac de 100 kg ont fluctué dans une fourchette allant de 16 000 FCFA sur le marché de Gothèye à 28.000 FCFA sur celui de Karofane. Sur les marchés de la Communauté Urbaine de Niamey, le prix moyen du sac de maïs augmente de 3% comparativement à son niveau de la semaine passée. Les prix du sac vont de 18 000 FCFA sur les marchés de Bonkanèye, Harobanda, Katakoto et Dolé (Djemagué) à 19 000 FCFA sur celui de Wadata.

### Le riz importé

A l'instar de la semaine précédente, Le prix moyen du sac de 50 Kg de riz importé

reste constant comparé à son niveau de la semaine passée, en raison de l'équilibre entre des quantités offertes et celles demandées sur les marchés. Le prix moyen national du sac de 50Kg de cette céréale s'établit actuellement à 22 120 FCFA contre 22 012 FCFA précédemment. Comparé à la même période de l'année passée et à la moyenne quinquennale, le prix moyen du riz importé affiche une hausse de 6% et 8% respectivement. Au niveau national, les prix du sac de 50 Kg oscillent entre 18.000 FCFA sur le marché de Téra et 25 000 FCFA sur ceux de N'Guigmi, Gabi et Bande. A Niamey, le prix moyen du sac de 50 Kg de riz importé reste toujours sans changement, comparé à son niveau de la semaine précédente. Le prix du sac de 50 kg s'obtient à 22 000 FCFA sur tous les marchés suivis de la capitale.

Sources : SIMA

REPUBLICQUE DU NIGER MINISTRE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE		Marchés Publics PLAN PREVISIONNEL ANNUEL DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS - 2021																
Réf. No. (1)	Objet du marché	PRM	DONNEES SUR LA PASSATION DES MARCHES										CODE BUDGETAIRE					
			GENERALITES			DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES				EVALUATION DES OFFRES				EXECUTION				
			Mode de passation du marché (3)	Montant Estimatif (Francs CFA) (4)	Accord DGCMP/IE F pour MINED (5)	Date de l'envoi du projet de DAO au CMP/IEF (6)	Date de réception avis du CMP/IEF (7)	Date non objection du PTF (8)	Date d'invitation à soumission (9)	Date ouverture des offres (10)	Fin évaluation (11)	Date de réception avis du CMP/IEF (12)	Date non objection du PTF (13)	Date de signature du contrat (14)	Date d'approbation par le CMP/IEF et engagement comptable (15)	Délai d'exécution (16)	Source de Financement (17)	putation budgétaire (18)
1	Construction d'un mur de clôture du futur siège de l'institution du Médiateur de la République	Médiateur République	prevision	DC	PM	05/02/2021	12/02/2021		20/02/2021	27/02/2021	29/02/21	07/03/2021		14/03/2021	17/03/2021	2 mois	Budget National	188 185
			réalisation	DC	PM	05/02/2021	12/02/2021		20/02/2021	27/02/2021	29/02/21	07/03/2021		14/03/2021	17/03/2021	2 mois	Budget National	188 185
COÛT TOTAL PREVISION					PM													
COÛT TOTAL REALISATION					PM													
ECART PREVISION ET REALISATION																		

LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE



● 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration de Bamako sur la démocratie, les droits et les libertés

# Lutter contre les mariages précoces et les mariages forcés dans l'espace francophone

A l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration de Bamako, la Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise Mushikiwabo, a initié un cycle de « Conversations francophones » pour échanger sur des questions contemporaines et majeures pour l'espace francophone, relatives aux droits de l'Homme, aux libertés fondamentales et à la démocratie.

La 3<sup>ème</sup> et dernière Conversation de ce cycle se tiendra par visioconférence le jeudi 21 janvier, de 15h00 à 17h00, sur

cœur, puisque ces mariages précoces et forcés constituent une entrave majeure à l'égalité entre les hommes et les femmes dont



La-Secrétaire-générale-de-la-Francophonie-Mme-Louise-Mushikiwabo

le thème : « Lutter contre les mariages précoces et les mariages forcés dans l'espace francophone ».

« Ce sujet relève pleinement de notre mandat et de nos engagements en faveur de la protection et de la promotion des droits humains », précise la Secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, qui ouvrira et conclura cette conversation en ligne. « C'est un sujet qui me tient tout particulièrement à

j'ai fait l'une de mes priorités à la tête de la Francophonie », ajoute-t-elle.

Chaque année, 12 millions de filles sont mariées avant 18 ans dans le monde, soit 1 fille sur 5, selon l'ONG Plan international. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, plus de 4 jeunes femmes sur 10 sont mariées avant leur dix-huitième année.

Plusieurs instruments internationaux et régionaux interdisent les



pratiques néfastes à l'égard des femmes et des enfants, parmi lesquelles sont assimilés les mariages précoces et forcés. Alors que la plupart des États membres de la Francophonie ont ratifié ces instruments relatifs aux droits de l'Homme, les mariages d'enfants, précoces ou forcés demeurent encore une réalité au Sud mais aussi au Nord.

Cette Conversation virtuelle sera l'occasion pour les participants d'échanger de manière libre et ouverte sur les avancées et les obstacles persistants en matière de mariages précoces et forcés. L'objectif est d'identifier les initia-

tives positives et les bonnes expériences qui peuvent contribuer à faire reculer ces pratiques traditionnelles préjudiciables au sein de l'espace francophone.

Cet événement, qui verra la participation de représentants des États et gouvernements, des acteurs de la Charte et de la Conférence des OING de la Francophonie, sera retransmis en direct sur les réseaux sociaux de l'OIF :

<https://www.facebook.com/OIF-Francophonie>

(Source : OIF)

## Communiqué de presse de la Turquie concernant l'attaque perpétrée au Niger

Nous sommes profondément attristés par la nouvelle annonçant que quatre soldats ont perdu la vie et huit autres ont été blessés dans une attaque terroriste perpétrée le 18 janvier 2021 dans la région de Diffa, près de la frontière du Tchad au Niger.

Nous condamnons cette odieuse attaque terroriste et transmettons nos sincères condoléances au peuple et au gouvernement amis et frères du Niger. Nous souhaitons la miséricorde divine à ceux ayant perdu leur vie et un prompt rétablissement aux blessés.

## PLACARDS

A la requête de la **Banque C.B.A.O ATTJARIWABA BANK** - Société Anonyme au Capital de Onze Milliards Quatre Cent Cinquante Millions (11 450 000 000) Francs CFA, agissant par sa succursale du Niger dont le siège social est à Niamey quartier Terminus -Rue HENRICH LUBKE - parcelle N° 7 ilot 5731 BP. 11 20S-Niamey immatriculée au Registre Commerce et du Crédit Mobilier de Niamey sous le numéro RCCM-NI-NIA -20 12-E4612, Représentée aux présentes par Madame DAM BABA ZENABA SA130 SAIDOU, demeurant à Niamey, en sa qualité de Directrice Générale de ladite succursale et dûment habilité assisté de Maître Sale Djibrillou, Avocat à la Cour, en l'Etude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites, et auquel devront être faites toutes notifications, significations ou offres réelles; Audience des saisies immobilière du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey sis au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire des audiences le 17 **FEVRIER 2021 à 08 heures 30 minutes**, jours et heures suivantes s'il y'a lieu: Qu'en vertu de la grosse en forme exécutoire de l'affectation hypothécaire en date du **25 Juillet 2018** passée par-devant Maître Abder-Rahman Halidou Abdoulaye, Notaire à la résidence de Niamey (République du Niger) BP: 2800, Tel: 20.34.06.30 ; Il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et au dernier enchérisseur l'immeuble dont la désignation suit:

**Désignation**

Un immeuble objet du **Titre Foncier N°30 889** de la République du Niger formant la **Parcelle F de l'Ilot 8979** du lotissement Extension Baani Koubey d'une contenance superficielle de Cinq Cents (500m2) mètre carrés;

**Saisi sur:**  
**Monsieur ELHADJI MAITOURNAM IBRAHIM**, demeurant à Niamey, né le 06 j 10 j 1971 à Zinder RN, de Nationalité Nigérienne, marié sous le régime de séparation des biens, titulaire du passeport N°09PC76940 délivré le 19/02/2016 par la DGNP/DST

**Mise à prix: 73.334.490 FCFA.**  
Les enchères ne pourront être moindres de 500.000 F et pourront être portées ministère d'un Avocat ou par les enchérisseurs eux-mêmes.

On ne peut porter des enchères qu'après avoir déposé une consignation de **500.000 F** entre les mains de Maître Mai Djibrillou Sale, 5 jours au moins avant la date d'adjudication.

**Fait et rédigé à Niamey le 20 JANVIER 2021**

**Pour tout renseignement s'adresser:**  
Me MAI DJIBRILLOU SALE, Avocat poursuivant, Avocat à la Cour, quartier recasement BP : 104 Niamey-Niger, Tél: 96.38.72.68 ;

Le Greffier en chef près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, dépositaire du Cahier des charges; Maître BOUBACAR BOUREIMA, Huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey y demeurant, Tel: 20.74.16.05, BP : 13908

**Pour extrait par l'Avocat poursuivant Maître Mai Djibrillou Sale**

REPUBLIQUE DU NIGER  
Ministère des Enseignements Secondaires  
Ministère de l'Enseignement Primaire, de  
l'Alphabétisation, de la Promotion des  
Langues Nationales et de l'Education Civique  
Secrétariat Général du MES

## AVIS DE RECRUTEMENT

Projet NIGER- LIRE  
(Learning Improvement for  
Results in Education)  
Unité de Coordination du projet  
Téléphone : +227 20 37 11 09  
Email : ucpnigerlire@gmail.com

### Un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Diffa

Le gouvernement du Niger a reçu un don et un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NIGER-LIRE (Learning Improvement for Results in Education) et se propose d'utiliser une partie des fonds au titre du **recrutement d'un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Diffa**

#### 1. Contexte

Le système éducatif nigérien évolue dans un contexte marqué par une forte pression démographique, des ressources limitées et des risques de vulnérabilités majeures. La forte croissance démographique (3,9% par an) et le rajeunissement massif de la population, avec 54% des nigériens ayant moins de 15 ans, entraînent un flux important d'enfants en âge d'entrer en 1ère année du cycle scolaire. Ainsi, le nombre d'enfants à scolariser devrait atteindre plus d'un million chaque année d'ici 2030, contre environ 500 000 actuellement.

La priorité qu'accorde l'Etat nigérien au secteur de l'éducation et de la formation se traduit par l'importance des ressources budgétaires allouées à ce secteur. En 2016, les dépenses publiques en éducation représentaient 20,7% du budget total de l'Etat et 5,2% du PIB.

Pour soutenir les efforts de l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent un concours inestimable sous diverses formes pour le financement du PSEF. C'est ainsi que la Banque mondiale prévoit un renforcement de son appui technique et financier au secteur éducatif nigérien à travers le nouveau cadre de partenariat (CPF) conclu entre les deux parties pour la période 2018-2022. Celui-ci prévoit un nouvel appui au secteur éducatif à travers un financement IDA devant contribuer au troisième pilier du CPF sur l'amélioration du capital humain et de la protection sociale et son objectif d'amélioration de l'accès à des services de formation et d'éducation de qualité.

S'appuyant sur la nouvelle approche de la Banque mondiale en matière d'éducation et sur l'engagement politique ferme du gouvernement, le nouveau projet intitulé LIRE (Learning Improvement for Results in Education) permettra d'éradiquer les défaillances liées à l'éducation au Niger grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouvel ensemble de politiques axées sur les principaux déterminants de la crise de l'apprentissage, et sur l'acquisition des compétences en lecture dans l'éducation de base.

L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif.

Afin de soutenir l'Unité de Coordination du Projet (UCP), il est prévu la création de cinq unités techniques de coordination régionales (UTCR) soit une dans chacune des régions suivantes : Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Chaque UTCR aura en plus du Coordonnateur régional, une équipe technique composée d'un assistant comptable et d'un contrôleur interne et d'un personnel d'appui composé de chauffeur, gardien et assistant administratif.

#### 2. MANDAT DU POSTE

**Titre du Poste :** Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE.

**Supérieur hiérarchique :** Coordonnateur régional.

**Supervision fonctionnelle :** Auditeur interne de l'UCP du Projet LIRE

#### Attributions et responsabilités :

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur régional et la supervision de l'Auditeur interne de l'UCP, le **contrôleur interne régional s'assure de l'efficacité du système de**

**contrôle interne du projet dans le périmètre d'intervention de la coordination régionale. Il a pour mission de contrôler la conformité des opérations de l'UTCR avec les dispositions du manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

A ce titre, il a en charge la conduite des activités de contrôle interne au niveau de l'UTCR de TILLABERY du « Projet LIRE », pour faciliter la mise en œuvre du projet par le MEP et le MES, dans le respect des documents de base du projet LIRE, en particulier, les accords de financement et les différents manuels.

#### 3. CONDITIONS D'EMPLOI DE CONTROLEUR INTERNE REGIONAL

Le projet mettra à la disposition du Contrôleur interne régional l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet.

Le Contrôleur interne régional aura le statut de consultant en conformité avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale, adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018, qui stipule en son article 3.23.d. « Au cas par cas, la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque : (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur ».

#### 4. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018. Le candidat présentant le meilleur profil et après entretien sera invité aux négociations pour la conclusion du contrat.

#### 5. QUALIFICATIONS ET CONDITIONS REQUISES

Pour mener à bien cette mission, le/la Contrôleur interne régional devra avoir les qualifications minimales suivantes :

##### a. Niveau académique :

- Avoir au moins le niveau BAC+3 en Audit ou Contrôle de gestion et/ou finance, comptabilité ou tout autre diplôme équivalent.

##### b. Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience pratique d'au moins 5 ans en Audit, Contrôle Interne ou contrôle de gestion ;  
- Posséder une expérience professionnelle obligatoire de 3 ans au moins en cabinet d'audit ou dans un projet de développement.

#### Exigences particulières

- De solides connaissances en comptabilité finance, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le domaine de la gestion de projet ;

- Une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel, Power Point, Internet) ;  
- Avoir une bonne connaissance des projets de développement et les procédures des PTF notamment la Banque mondiale, la BAD ou la BID ou un projet de développement financé par ces principaux bailleurs serait un atout ;  
- La capacité à exploiter les informations financières ;  
- La capacité à déceler les erreurs et à rechercher les sources d'informations pertinentes ;  
- Avoir un esprit d'analyse et une très grande capacité rédactionnelle ;  
- Être immédiatement disponible ;  
- Aptitude à séjourner en milieu rural.  
**- Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.**

#### 6. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du « Projet LIRE » ;  
- un CV détaillé et actualisé, décrivant l'expérience spécifique du candidat ;  
- une copie certifiée des diplômes de formation supérieure ;  
- une copie certifiée des attestations de stages, séminaires et formations de courte durée ;  
- les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### 7. CARACTERISTIQUES DU POSTE, DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTION

La durée de la mission s'étendra jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet LIRE. Le poste est basé dans la région de Diffa avec des déplacements fréquents dans la région et dans le pays.

La durée du contrat est d'un (1) an avec une période d'essai de six (6) mois. Le contrat est renouvelable sur le reste de la durée du projet (5 ans) après évaluations satisfaisantes des performances.

Chaque année, les performances du/de la Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE seront évaluées par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE. En cas de performances jugées bonnes par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE et l'IDA, un avenant au contrat sera fait pour intégrer les décisions issues de l'évaluation annuelle.

#### 8. Date et lieu de dépôt des dossiers

Le Chargé de l'Unité de Coordination des Programmes Education, Coordonnateur National du Projet LIRE invite les personnes intéressées par ce poste à déposer leur dossier sous pli fermé à l'adresse suivante : Rue KK6, face espace forestier, Quartier Koira Kano, Niamey – NIGER, Téléphones : +227 20 37 11 09 / 81 24 55 39, **avant le mardi 9 février 2021 à 17h30**, avec mention dans l'objet : « **Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Diffa** », à n'ouvrir qu'en séance de présélection.

Ou aux adresses Email : [ucpnigerlire@gmail.com](mailto:ucpnigerlire@gmail.com) et [aoulayah@yahoo.fr](mailto:aoulayah@yahoo.fr)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessus mentionnée du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures.

Dr. Aoula Yahaya

REPUBLIQUE DU NIGER  
Ministère des Enseignements Secondaires  
Ministère de l'Enseignement Primaire, de  
l'Alphabétisation, de la Promotion des  
Langues Nationales et de l'Education Civique  
Secrétariat Général du MES

## AVIS DE RECRUTEMENT

Projet NIGER- LIRE  
(Learning Improvement for  
Results in Education)  
Unité de Coordination du projet  
Téléphone : +227 20 37 11 09  
Email : ucpnigerlire@gmail.com

### Un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Tillabéry

Le gouvernement du Niger a reçu un don et un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NIGER-LIRE (Learning Improvement for Results in Education) et se propose d'utiliser une partie des fonds au titre du **recrutement d'un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Tillabéry**

#### 1. Contexte

Le système éducatif nigérien évolue dans un contexte marqué par une forte pression démographique, des ressources limitées et des risques de vulnérabilités majeures. La forte croissance démographique (3,9% par an) et le rajeunissement massif de la population, avec 54% des nigériens ayant moins de 15 ans, entraînent un flux important d'enfants en âge d'entrer en 1<sup>ère</sup> année du cycle scolaire. Ainsi, le nombre d'enfants à scolariser devrait atteindre plus d'un million chaque année d'ici 2030, contre environ 500 000 actuellement.

La priorité qu'accorde l'Etat nigérien au secteur de l'éducation et de la formation se traduit par l'importance des ressources budgétaires allouées à ce secteur. En 2016, les dépenses publiques en éducation représentaient 20,7% du budget total de l'Etat et 5,2% du PIB.

Pour soutenir les efforts de l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent un concours inestimable sous diverses formes pour le financement du PSEF. C'est ainsi que la Banque mondiale prévoit un renforcement de son appui technique et financier au secteur éducatif nigérien à travers le nouveau cadre de partenariat (CPF) conclu entre les deux parties pour la période 2018-2022. Celui-ci prévoit un nouvel appui au secteur éducatif à travers un financement IDA devant contribuer au troisième pilier du CPF sur l'amélioration du capital humain et de la protection sociale et son objectif d'amélioration de l'accès à des services de formation et d'éducation de qualité.

S'appuyant sur la nouvelle approche de la Banque mondiale en matière d'éducation et sur l'engagement politique ferme du gouvernement, le nouveau projet intitulé LIRE (Learning Improvement for Results in Education) permettra d'éradiquer les défaillances liées à l'éducation au Niger grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouvel ensemble de politiques axées sur les principaux déterminants de la crise de l'apprentissage, et sur l'acquisition des compétences en lecture dans l'éducation de base.

**L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif.**

Afin de soutenir l'Unité de Coordination du Projet (UCP), il est prévu la création de cinq unités techniques de coordination régionales (UTCR) soit une dans chacune des régions suivantes : Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Chaque UTCR aura en plus du Coordonnateur régional, une équipe technique composé d'un assistant comptable et d'un contrôleur interne et d'un personnel d'appui composé de chauffeur, gardien et assistant administratif.

#### 2. MANDAT DU POSTE

**Titre du Poste :** Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE.

**Supérieur hiérarchique :** Coordonnateur régional.

**Supervision fonctionnelle :** Auditeur interne de l'UCP du Projet LIRE

#### Attributions et responsabilités :

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur régional et la supervision de l'Auditeur interne de l'UCP, le **contrôleur**

**interne régional s'assure de l'efficacité du système de contrôle interne du projet dans le périmètre d'intervention de la coordination régionale. Il a pour mission de contrôler la conformité des opérations de l'UTCR avec les dispositions du manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

A ce titre, il a en charge la conduite des activités de contrôle interne au niveau de l'UTCR de TILLABERY du « Projet LIRE », pour faciliter la mise en œuvre du projet par le MEP et le MES, dans le respect des documents de base du projet LIRE, en particulier, les accords de financement et les différents manuels.

#### 3. CONDITIONS D'EMPLOI DE CONTROLEUR INTERNE REGIONAL

Le projet mettra à la disposition du Contrôleur interne régional l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet.

Le Contrôleur interne régional aura le statut de consultant en conformité avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale, adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018, qui stipule en son article 3.23.d. « Au cas par cas, la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque : (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur ».

#### 4. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018. Le candidat présentant le meilleur profil et après entretien sera invité aux négociations pour la conclusion du contrat.

#### 5. QUALIFICATIONS ET CONDITIONS REQUISES

Pour mener à bien cette mission, le/la Contrôleur interne régional devra avoir les qualifications minimales suivantes :

##### a. Niveau académique :

- Avoir au moins le niveau BAC+3 en Audit ou Contrôle de Gestion et/ou finance, comptabilité ou tout autre diplôme équivalent.

##### b. Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience pratique d'au moins 5 ans en Audit, Contrôle Interne ou contrôle de gestion ;  
- Posséder une expérience professionnelle obligatoire de 3 ans au moins en cabinet d'audit ou dans un projet de développement.

##### Exigences particulières

- De solides connaissances en comptabilité finance, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le domaine de la gestion de projet ;  
- Une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel,

Power Point, Internet) ;

- Avoir une bonne connaissance des projets de développement et les procédures des PTF notamment la Banque mondiale, la BAD ou la BID ou un projet de développement financé par ces principaux bailleurs serait un atout ;
- La capacité à exploiter les informations financières ;
- La capacité à déceler les erreurs et à rechercher les sources d'informations pertinentes ;
- Avoir un esprit d'analyse et une très grande capacité rédactionnelle ;
- Être immédiatement disponible ;
- Aptitude à séjourner en milieu rural.
- **Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.**

#### 6. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du « Projet LIRE » ;
  - un CV détaillé et actualisé, décrivant l'expérience spécifique du candidat ;
  - une copie certifiée des diplômes de formation supérieure ;
  - une copie certifiée des attestations de stages, séminaires et formations de courte durée ;
  - les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat.
- Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### 7. CARACTERISTIQUES DU POSTE, DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTION

La durée de la mission s'étendra jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet LIRE. Le poste est basé dans la région de Tillabéry avec des déplacements fréquents dans la région et dans le pays.

La durée du contrat est d'un (1) an avec une période d'essai de six (6) mois. Le contrat est renouvelable sur le reste de la durée du projet (5 ans) après évaluations satisfaisantes des performances.

Chaque année, les performances du/de la Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE seront évaluées par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE. En cas de performances jugées bonnes par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE et l'IDA, un avenant au contrat sera fait pour intégrer les décisions issues de l'évaluation annuelle.

#### 8. Date et lieu de dépôt des dossiers

Le Chargé de l'Unité de Coordination des Programmes Education, Coordonnateur National du Projet LIRE invite les personnes intéressées par ce poste à déposer leur dossier sous pli fermé à l'adresse suivante : Rue KK6, face espace forestier, Quartier Koira Kano, Niamey – NIGER, Téléphones : +227 20 37 11 09 / 81 24 55 39, **avant le mardi 9 février 2021 à 17h30**, avec mention dans l'objet : « **Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Tillabéry** », à n'ouvrir qu'en séance de présélection.

Ou aux adresses Email : [ucpnigerlire@gmail.com](mailto:ucpnigerlire@gmail.com) et [aoulayah@yahoo.fr](mailto:aoulayah@yahoo.fr)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessus mentionnée du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures.

Dr. Aoula Yahaya



REPUBLIQUE DU NIGER  
Ministère des Enseignements Secondaires  
Ministère de l'Enseignement Primaire, de  
l'Alphabétisation, de la Promotion des  
Langues Nationales et de l'Education Civique  
Secrétariat Général du MES

## AVIS DE RECRUTEMENT

Projet NIGER- LIRE  
(Learning Improvement for  
Results in Education)  
Unité de Coordination du projet  
Téléphone : +227 20 37 11 09  
Email : ucpnigerlire@gmail.com

### Un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Zinder

Le gouvernement du Niger a reçu un don et un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NIGER-LIRE (Learning Improvement for Results in Education) et se propose d'utiliser une partie des fonds au titre du **recrutement d'un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Zinder**

#### 1. Contexte

Le système éducatif nigérien évolue dans un contexte marqué par une forte pression démographique, des ressources limitées et des risques de vulnérabilités majeures. La forte croissance démographique (3,9% par an) et le rajeunissement massif de la population, avec 54% des nigériens ayant moins de 15 ans, entraînent un flux important d'enfants en âge d'entrer en 1ère année du cycle scolaire. Ainsi, le nombre d'enfants à scolariser devrait atteindre plus d'un million chaque année d'ici 2030, contre environ 500 000 actuellement.

La priorité qu'accorde l'Etat nigérien au secteur de l'éducation et de la formation se traduit par l'importance des ressources budgétaires allouées à ce secteur. En 2016, les dépenses publiques en éducation représentaient 20,7% du budget total de l'Etat et 5,2% du PIB.

Pour soutenir les efforts de l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent un concours inestimable sous diverses formes pour le financement du PSEF. C'est ainsi que la Banque mondiale prévoit un renforcement de son appui technique et financier au secteur éducatif nigérien à travers le nouveau cadre de partenariat (CPF) conclu entre les deux parties pour la période 2018-2022. Celui-ci prévoit un nouvel appui au secteur éducatif à travers un financement IDA devant contribuer au troisième pilier du CPF sur l'amélioration du capital humain et de la protection sociale et son objectif d'amélioration de l'accès à des services de formation et d'éducation de qualité.

S'appuyant sur la nouvelle approche de la Banque mondiale en matière d'éducation et sur l'engagement politique ferme du gouvernement, le nouveau projet intitulé LIRE (Learning Improvement for Results in Education) permettra d'éradiquer les défaillances liées à l'éducation au Niger grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouvel ensemble de politiques axées sur les principaux déterminants de la crise de l'apprentissage, et sur l'acquisition des compétences en lecture dans l'éducation de base.

**L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif.**

Afin de soutenir l'Unité de Coordination du Projet (UCP), il est prévu la création de cinq unités techniques de coordination régionales (UTCR) soit une dans chacune des régions suivantes : Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Chaque UTCR aura en plus du Coordonnateur régional, une équipe technique composée d'un assistant comptable et d'un contrôleur interne et d'un personnel d'appui composé de chauffeur, gardien et assistant administratif.

#### 2. MANDAT DU POSTE

**Titre du Poste :** Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE.

**Supérieur hiérarchique :** Coordonnateur régional.

**Supervision fonctionnelle :** Auditeur interne de l'UCP du Projet LIRE

#### Attributions et responsabilités :

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur régional et la supervision de l'Auditeur interne de l'UCP, le **contrôleur**

**interne régional s'assure de l'efficacité du système de contrôle interne du projet dans le périmètre d'intervention de la coordination régionale. Il a pour mission de contrôler la conformité des opérations de l'UTCR avec les dispositions du manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

A ce titre, il a en charge la conduite des activités de contrôle interne au niveau de l'UTCR de TILLABERY du « Projet LIRE », pour faciliter la mise en œuvre du projet par le MEP et le MES, dans le respect des documents de base du projet LIRE, en particulier, les accords de financement et les différents manuels.

#### 3. CONDITIONS D'EMPLOI DE CONTROLEUR INTERNE REGIONAL

Le projet mettra à la disposition du Contrôleur interne régional l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet.

Le Contrôleur interne régional aura le statut de consultant en conformité avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale, adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018, qui stipule en son article 3.23.d. « Au cas par cas, la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque : (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur ».

#### 4. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018. Le candidat présentant le meilleur profil et après entretien sera invité aux négociations pour la conclusion du contrat.

#### 5. QUALIFICATIONS ET CONDITIONS REQUISES

Pour mener à bien cette mission, le/la Contrôleur interne régional devra avoir les qualifications minimales suivantes :

##### a. Niveau académique :

- Avoir au moins le niveau BAC+3 en Audit ou Contrôle de Gestion et/ou finance, comptabilité ou tout autre diplôme équivalent.

##### b. Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience pratique d'au moins 5 ans en Audit, Contrôle Interne ou contrôle de gestion ;  
- Posséder une expérience professionnelle obligatoire de 3 ans au moins en cabinet d'audit ou dans un projet de développement.

##### Exigences particulières

- De solides connaissances en comptabilité finance, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le domaine de la gestion de projet ;  
- Une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel,

Power Point, Internet) ;

- Avoir une bonne connaissance des projets de développement et les procédures des PTF notamment la Banque mondiale, la BAD ou la BID ou un projet de développement financé par ces principaux bailleurs serait un atout ;
  - La capacité à exploiter les informations financières ;
  - La capacité à déceler les erreurs et à rechercher les sources d'informations pertinentes ;
  - Avoir un esprit d'analyse et une très grande capacité rédactionnelle ;
  - Être immédiatement disponible ;
  - Aptitude à séjourner en milieu rural.
- Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.**

#### 6. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du « Projet LIRE » ;
- un CV détaillé et actualisé, décrivant l'expérience spécifique du candidat ;
- une copie certifiée des diplômes de formation supérieure ;
- une copie certifiée des attestations de stages, séminaires et formations de courte durée ;
- les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### 7. CARACTERISTIQUES DU POSTE, DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTION

La durée de la mission s'étendra jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet LIRE. Le poste est basé dans la région de Zinder avec des déplacements fréquents dans la région et dans le pays.

La durée du contrat est d'un (1) an avec une période d'essai de six (6) mois. Le contrat est renouvelable sur le reste de la durée du projet (5 ans) après évaluations satisfaisantes des performances.

Chaque année, les performances du/de la Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE seront évaluées par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE. En cas de performances jugées bonnes par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE et l'IDA, un avenant au contrat sera fait pour intégrer les décisions issues de l'évaluation annuelle.

#### 8. Date et lieu de dépôt des dossiers

Le Chargé de l'Unité de Coordination des Programmes Education, Coordonnateur National du Projet LIRE invite les personnes intéressées par ce poste à déposer leur dossier sous pli fermé à l'adresse suivante : Rue KK6, face espace forestier, Quartier Koira Kano, Niamey – NIGER, Téléphones : +227 20 37 11 09 / 81 24 55 39, **avant le mardi 9 février 2021 à 17h30**, avec mention dans l'objet : « **Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Zinder** », à n'ouvrir qu'en séance de présélection.

Ou aux adresses Email : [ucpnigerlire@gmail.com](mailto:ucpnigerlire@gmail.com) et [aoulayah@yahoo.fr](mailto:aoulayah@yahoo.fr)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessus mentionnée du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures.

Dr. Aoula Yahaya

● *Etats Unis d'Amérique / Investiture*

## Joe Biden, président "de la compassion et de la décence"

Il fut l'un des plus jeunes sénateurs élus de l'histoire des Etats-Unis, à 29 ans en 1972. Il est devenu ce mercredi 20 janvier le président américain le plus âgé à prêter serment sur les marches du Capitole, à l'âge de 78 ans, parachevant une longue et patiente ascension politique. "Avec l'âge, on gagne un peu de sagesse", avait confié le candidat démocrate avant la clôture des bureaux de vote le 3 novembre, jour de l'élection présidentielle.

Son âge aurait pu le desservir pendant la campagne, marquée par les attaques de Donald Trump contre "Sleepy Joe" (Joe l'endormi) et ses capacités mentales. L'entourage de l'homme d'affaires, qui était jusqu'à ce jour le plus vieux président de l'histoire américaine, investi à l'âge de 70 ans en janvier 2017, avait tenté de dépeindre l'ancien vice-président de Barack Obama comme un vieillard sénile.

### Le triomphe de la démocratie

Mais en acceptant sa nomination comme candidat du Parti démocrate en août dernier, Joe Biden a retourné l'argument en axant son discours autour de deux maîtres mots, la compassion et la décence, évoquant ses propres épreuves personnelles. Cette rhétorique a résonné chez une partie de l'électorat américain, traumatisé par la pandémie de coronavirus, qui fait à ce jour plus de 400.000 morts aux Etats-Unis. "A cette heure, mes amis,

la démocratie a prévalu", a déclaré Joe Biden lors de son premier discours présidentiel prononcé deux semaines exactement après l'assaut conduit contre le Capitole par des partisans de Donald Trump. "Aujourd'hui, nous célébrons le triomphe, non pas d'un candidat, mais d'une cause. La cause de la démocratie."

Catholique pratiquant, il a d'ailleurs assisté à une messe ce mercredi matin, Joe Biden parle ouvertement des drames personnels qu'il a vécus: la mort de sa première épouse Neilia et de leur petite fille de 13 mois Naomi dans un accident de voiture en 1972, quelques semaines après son élection au poste de sénateur du Delaware, où ses parents se sont installés quand il avait 10 ans.

A l'époque, ce fils aîné d'une famille irlandaise d'origine modeste, né le 20 novembre 1942 à Scranton, en Pennsylvanie, est un novice en politique. Il n'a occupé qu'un poste dans la législature d'un comté du Delaware

pendant deux ans avant d'être élu à la chambre haute. Enfant, il souffrait de bégaiement qu'il s'employait à gommer en récitant des poèmes devant un miroir.

Après les morts de son épouse et de sa fille, Joe Biden hésite à abandonner sa carrière politique pour s'occuper de ses deux fils qui ont survécu à l'accident, mais continue finalement de travailler au Congrès, en se rendant tous les jours en train de son domicile du Delaware à Washington. En 2015, Joe Biden perd son fils Joseph "Beau" Biden III, ancien combattant de la guerre d'Irak et procureur général du Delaware, terrassé par un cancer du cerveau à l'âge de 46 ans. Son autre fils, Hunter, se débat depuis longtemps avec des problèmes d'addiction à la drogue.

### Partisan du bipartisme

Joe Biden a lui-même été victime de deux ruptures d'anévrisme en 1988. La même année, il s'est lancé pour la première fois dans la course aux primaires démocrates

pour l'élection présidentielle, mais il a dû renoncer après avoir été accusé d'avoir plagié certains extraits d'un discours du dirigeant travailliste britannique Neil Kinnock. Il retente sa chance en 2008, mais face au manque d'enthousiasme que suscite sa candidature, il se retire, avant que Barack Obama ne vienne le repêcher en le choisissant comme colistier.

Sous la présidence du premier président noir de l'histoire des Etats-Unis, Joe Biden, qui connaît parfaitement les arcanes du Congrès où il a passé 36 ans en tant que sénateur, endosse volontiers le rôle de conciliateur sur les dossiers de politique étrangère ou des questions de société comme le contrôle des armes ou la politique budgétaire. Barack Obama ne suit pas forcément ses conseils. Malgré les craintes de Joe Biden, qui redoute les risques d'une telle opération, le président donne son feu vert en mai 2011 au raid des forces spéciales américaines qui conduira à la mort d'Oussama ben Laden au Pakistan. Quatre ans après la victoire du milliardaire Donald Trump, ce fils d'un vendeur de voitures a réussi à retrouver le vote ouvrier qui avait fait cruellement défaut à Hillary

Clinton face à Donald Trump. En choisissant comme colistier la sénatrice californienne Kamala Harris, âgée de 56 ans, née d'un père jamaïcain et d'une mère indienne, il a également convaincu l'électorat afro-américain qu'il serait entendu à la Maison blanche. En dépit des tensions permanentes qui agitent le Congrès depuis des années, en raison d'une polarisation croissante du paysage politique, Joe Biden reste un partisan convaincu du bipartisme. Lors de ses mandats de sénateur, ce membre de l'aile centriste du Parti démocrate était connu pour entretenir des relations étroites avec certains de ses collègues républicains.

L'un de ses domaines de prédilection était la politique extérieure - il a présidé la commission sénatoriale des Affaires étrangères. Il a voté en 2003 pour la guerre en Irak déclenchée par George W. Bush, avant de devenir un détracteur de la gestion du conflit par le président républicain. De nombreux dirigeants de la planète, notamment en Europe, l'ont rapidement félicité pour sa victoire, visiblement soulagés de tourner la page des années Trump.

(Reuters)

REPUBLICQUE DU NIGER REGION DE ZINDER DEPARTEMENT DE KANTCHE COMMUNE RURALE DE DOUNGOU		SYNTHESE DE L'EVALUATION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°001/2020/CU/DOUNGOU - AMENAGEMENT DES SITES MARAICHERS DE KORE ET DOUNGOU DANS LA COMMUNE RURALE DE DOUNGOU		
Soumissionnaire/ Entreprise	Adresse /cel	Montant de l'offre lu publiquement	Observations	
GANGARA et FRERES	Matameye , Cel:96899861	Lot 1: 96 511 675 F CFA	Offre retenue pour un montant de 96 511 675 F CFA pour le lot 2un délai de 3 mois	Accepté
		Lot 2: 96 511 675 F CFA		
KORE et FILS	Matameye, Cel:89111819	Lot 1: 97 093 883 F CFA	Offre retenue pour un montant de 97 093 883 F CFA pour le lot 2 avec un délai de 3 mois	Accepté
SAMCO SERVICE BTP/H	Niamey, cel: 96620145	Lot 1: 92 179 704	Offre technique non conforme	Rejeté
		Lot 2: 107 947 204		

Le Président de la Délégation Spéciale

REPUBLIQUE DU NIGER  
Ministère des Enseignements Secondaires  
Ministère de l'Enseignement Primaire, de  
l'Alphabétisation, de la Promotion des  
Langues Nationales et de l'Education Civique  
Secrétariat Général du MES

## AVIS DE RECRUTEMENT

Projet NIGER- LIRE  
(Learning Improvement for  
Results in Education)  
Unité de Coordination du projet  
Téléphone : +227 20 37 11 09  
Email : ucpnigerlire@gmail.com

### Un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Tahoua

Le gouvernement du Niger a reçu un don et un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) dans le cadre de la mise en œuvre du Projet NIGER-LIRE (Learning Improvement for Results in Education) et se propose d'utiliser une partie des fonds au titre du **recrutement d'un (e) Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Tahoua**

#### 1. Contexte

Le système éducatif nigérien évolue dans un contexte marqué par une forte pression démographique, des ressources limitées et des risques de vulnérabilités majeures. La forte croissance démographique (3,9% par an) et le rajeunissement massif de la population, avec 54% des nigériens ayant moins de 15 ans, entraînent un flux important d'enfants en âge d'entrer en 1ère année du cycle scolaire. Ainsi, le nombre d'enfants à scolariser devrait atteindre plus d'un million chaque année d'ici 2030, contre environ 500 000 actuellement.

La priorité qu'accorde l'Etat nigérien au secteur de l'éducation et de la formation se traduit par l'importance des ressources budgétaires allouées à ce secteur. En 2016, les dépenses publiques en éducation représentaient 20,7% du budget total de l'Etat et 5,2% du PIB.

Pour soutenir les efforts de l'Etat, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) apportent un concours inestimable sous diverses formes pour le financement du PSEF. C'est ainsi que la Banque mondiale prévoit un renforcement de son appui technique et financier au secteur éducatif nigérien à travers le nouveau cadre de partenariat (CPF) conclu entre les deux parties pour la période 2018-2022. Celui-ci prévoit un nouvel appui au secteur éducatif à travers un financement IDA devant contribuer au troisième pilier du CPF sur l'amélioration du capital humain et de la protection sociale et son objectif d'amélioration de l'accès à des services de formation et d'éducation de qualité.

S'appuyant sur la nouvelle approche de la Banque mondiale en matière d'éducation et sur l'engagement politique ferme du gouvernement, le nouveau projet intitulé LIRE (Learning Improvement for Results in Education) permettra d'éradiquer les défaillances liées à l'éducation au Niger grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouvel ensemble de politiques axées sur les principaux déterminants de la crise de l'apprentissage, et sur l'acquisition des compétences en lecture dans l'éducation de base.

**L'objectif de développement du projet (ODP) est d'améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif.**

Afin de soutenir l'Unité de Coordination du Projet (UCP), il est prévu la création de cinq unités techniques de coordination régionales (UTCR) soit une dans chacune des régions suivantes : Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Chaque UTCR aura en plus du Coordonnateur régional, une équipe technique composé d'un assistant comptable et d'un contrôleur interne et d'un personnel d'appui composé de chauffeur, gardien et assistant administratif.

#### 2. MANDAT DU POSTE

**Titre du Poste :** Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE.

**Supérieur hiérarchique :** Coordonnateur régional.

**Supervision fonctionnelle :** Auditeur interne de l'UCP du Projet LIRE

#### Attributions et responsabilités :

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur régional et la supervision de l'Auditeur interne de l'UCP, le **contrôleur**

**interne régional s'assure de l'efficacité du système de contrôle interne du projet dans le périmètre d'intervention de la coordination régionale. Il a pour mission de contrôler la conformité des opérations de l'UTCR avec les dispositions du manuel des procédures administratives, financières, comptables et de passation des marchés et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

A ce titre, il a en charge la conduite des activités de contrôle interne au niveau de l'UTCR de TILLABERY du « Projet LIRE », pour faciliter la mise en œuvre du projet par le MEP et le MES, dans le respect des documents de base du projet LIRE, en particulier, les accords de financement et les différents manuels.

#### 3. CONDITIONS D'EMPLOI DE CONTROLEUR INTERNE REGIONAL

Le projet mettra à la disposition du Contrôleur interne régional l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition les locaux et équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'administration en charge du projet.

Le Contrôleur interne régional aura le statut de consultant en conformité avec le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale, adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018, qui stipule en son article 3.23.d. « Au cas par cas, la Banque peut accepter d'engager des responsables d'administrations publiques et des fonctionnaires du pays de l'Emprunteur dans le cadre de contrats de Consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque : (i) leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ; (ii) leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et (iii) leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur ».

#### 4. PROCEDURE ET METHODE DE SELECTION

Le recrutement se fera suivant la méthode de sélection de consultants individuels (CI) conformément aux dispositions de passation des marchés contenues dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) » de la Banque mondiale adopté en juillet 2016 et révisé en novembre 2017 et en Août 2018. Le candidat présentant le meilleur profil et après entretien sera invité aux négociations pour la conclusion du contrat.

#### 5. QUALIFICATIONS ET CONDITIONS REQUISES

Pour mener à bien cette mission, le/la Contrôleur interne régional devra avoir les qualifications minimales suivantes :

##### a. Niveau académique :

- Avoir au moins le niveau BAC+3 en Audit ou Contrôle de Gestion et/ou finance, comptabilité ou tout autre diplôme équivalent.

##### b. Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience pratique d'au moins 5 ans en Audit, Contrôle Interne ou contrôle de gestion ;  
- Posséder une expérience professionnelle obligatoire de 3 ans au moins en cabinet d'audit ou dans un projet de développement.

##### Exigences particulières

- De solides connaissances en comptabilité finance, en système d'organisation, en contrôle interne et en audit dans le domaine de la gestion de projet ;  
- Une bonne maîtrise des principaux logiciels (Word, Excel,

Power Point, Internet) ;

- Avoir une bonne connaissance des projets de développement et les procédures des PTF notamment la Banque mondiale, la BAD ou la BID ou un projet de développement financé par ces principaux bailleurs serait un atout ;
  - La capacité à exploiter les informations financières ;
  - La capacité à déceler les erreurs et à rechercher les sources d'informations pertinentes ;
  - Avoir un esprit d'analyse et une très grande capacité rédactionnelle ;
  - Être immédiatement disponible ;
  - Aptitude à séjourner en milieu rural.
- Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.**

#### 6. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur du « Projet LIRE » ;
- un CV détaillé et actualisé, décrivant l'expérience spécifique du candidat ;
- une copie certifiée des diplômes de formation supérieure ;
- une copie certifiée des attestations de stages, séminaires et formations de courte durée ;
- les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat.

Le CV devra comporter, pour chaque expérience, l'ensemble des références permettant de vérifier l'exactitude des informations.

#### 7. CARACTERISTIQUES DU POSTE, DUREE DU CONTRAT ET LIEU D'AFFECTATION

La durée de la mission s'étendra jusqu'à la fin de la mise en œuvre du projet LIRE. Le poste est basé dans la région de Tahoua avec des déplacements fréquents dans la région et dans le pays.

La durée du contrat est d'un (1) an avec une période d'essai de six (6) mois. Le contrat est renouvelable sur le reste de la durée du projet (5 ans) après évaluations satisfaisantes des performances.

Chaque année, les performances du/de la Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE seront évaluées par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE. En cas de performances jugées bonnes par le chargé de coordination national des programmes éducation du Projet Niger-LIRE et l'IDA, un avenant au contrat sera fait pour intégrer les décisions issues de l'évaluation annuelle.

#### 8. Date et lieu de dépôt des dossiers

Le Chargé de l'Unité de Coordination des Programmes Education, Coordonnateur National du Projet LIRE invite les personnes intéressées par ce poste à déposer leur dossier sous pli fermé à l'adresse suivante : Rue KK6, face espace forestier, Quartier Koira Kano, Niamey – NIGER, Téléphones : +227 20 37 11 09 / 81 24 55 39, **avant le mardi 9 février 2021 à 17h30**, avec mention dans l'objet : « **Contrôleur interne de l'unité technique de coordination régionale du projet LIRE de Tahoua** », à n'ouvrir qu'en séance de présélection.

Ou aux adresses Email : [ucpnigerlire@gmail.com](mailto:ucpnigerlire@gmail.com) et [aoulayah@yahoo.fr](mailto:aoulayah@yahoo.fr)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessus mentionnée du lundi au vendredi de 8 heures à 12 heures.

Dr. Aoula Yahaya



## Marchés Publics

République du Niger  
Ministère de l'Enseignement Supérieur,  
de la Recherche et de l'Innovation  
Secrétariat Général  
Direction des Marchés Publics et des  
Délégations des Services Publics

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL

PIECE N°01

Le présent Avis d'Appel d'Offres Ouvert National (AOON) N°02/2020/MESRI/SG/DMP/DSP, s'inscrit dans le cadre de l'exécution du Plan Prévisionnel annuel de passation des Marchés Publics du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) paru dans le sahel quotidien N°10 049 du lundi 04 janvier 2021 ;

Le présent marché est relatif à l'acquisition du matériel roulant pour le compte du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) en deux (02) lots distincts :

- ¶ **Lot N°1 : un véhicule Stations Wagons tout terrain 4x4;**
- ¶ **Lot N°2 : un véhicule double-cabines tout terrain 4x4.**

Délai de livraison : trente (30) jours à compter du lendemain de la date de signature de l'ordre de service pour commencer la livraison.

Le présent marché est soumis aux conditionnalités suivantes :

1. La participation à la concurrence sera ouverte aux personnes physiques ou morales ou groupements en règle vis-à-vis de l'administration pour autant qu'ils ne soient pas sous le coup d'interdiction, ou de suspension, d'exclusion ou de liquidation des biens ;
2. Les candidats peuvent obtenir un complément d'informations et consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres à la Direction des Marchés Publics et de Délégation de Service Public du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), 2<sup>ème</sup> étage, Porte N°220, tous les jours ouvrables entre 11 heures 00 et 16 heures 00 ;
3. Tout candidat éligible pourra acheter un jeu complet du dossier d'Appel d'Offres auprès de la Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), 2<sup>ème</sup> étage, Porte N°220 au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2021 à 9 heures 00 minute ;
4. En cas d'envoi par la poste ou tout autre mode de courrier, les frais y afférents sont à la charge de l'acheteur et la personne responsable du marché ne peut être responsable de la non réception du dossier par le candidat ;
5. Les offres présentées en un (01) original et trois (03) copies, conformément aux Instructions aux Candidats, devront parvenir ou être remises à la Direction des Marchés Publics et des Délégations de Service Public, du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), 2<sup>ème</sup> étage, Porte N°220 au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2021 à 9 heures 00 minute ;
6. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 9 heures 00 minute dans la salle de réunion du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), 2<sup>ème</sup> étage, Porte N°200 en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister. Les offres reçues hors délai seront rejetées.
7. Les soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pour un délai de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de remise des offres.
8. Par décision motivée, l'administration se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent Appel d'Offres.

Dr RABIOU OUSMAN

**OFFICE NOTARIAL Me SOUMAYE POUTIA Nouredine,**  
Notaire à la résidence de Niamey  
Tél : +22790543548/ +22797796939  
Email : spnoureddine@gmail.com

## MODIFICATION STATUTAIRE

### MOOV AFRICA-NIGER

Société Anonyme à Conseil d'Administration  
Au capital de 1.109.680.000 de FRANCS CFA  
Siège Social : 720, Boulevard du 15 Avril Zone Industrielle  
BP : 13 379 Niamey-Niger RCCM : NI-NIM-2003-1095

Avis est donné par **Me SOUMAYE POUTIA Nouredine**, Notaire à la résidence de Niamey, Rue LI-10 Immeuble Pharmacie Deyzeibon, qu'aux termes du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 décembre 2020, les actionnaires de la société « **ATLANTIQUE TELECOM NIGER SA** », ont décidé du changement de la dénomination d ladite société. Ainsi, « **ATLANTIQUE TELECOM NIGER** » SA prend la dénomination de « **MOOV AFRICA NIGER** » Société anonyme avec Conseil d'Administration. Elle est administrée par **Monsieur Jalil LARHRIB**, comme **Président du Conseil d'Administration**, **Monsieur Mustapha DADI**, comme **Directeur Général** et, **Monsieur Adib GHANNAM**, **Monsieur Mohamed MALIKI**, **Monsieur Younes GUIDA** et **Monsieur El Mostapha ZHARAOUI**, comme **Administrateurs**.

**Dépôt au Greffe des pièces et Formalités faites sous le numéro : RCCM NIA-2021-M-030** en date du 15 Janvier 2021. NIF 1623/R

**POUR AVIS, LE NOTAIRE**  
**Me SOUMAYE POUTIA Nouredine**

---

## AVIS DE PERTE

L'AN DEUX MILLE VINGT-UN ET LE DIX-NEUF JANVIER

ETUDE DE Maître SOULEYMANE GARBA, Notaire à la résidence de Niamey (NIGER), Quartier Cité Poudrière Avenue du Damergou, Boite Postal: 11.167, Tel: 20.74 1 264, (non loin de TOUTELEC NIGER S.A)

Il est donné avis, de la perte de l'acte de cession formant la **parcelle N°B** sise à Niamey, de l'**ilot N°5139**, du **lotissement EST TALLADJE**, au nom de **Madame: SALAMATOU GOILA**.

Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer à l'ETUDE DE Maître SOULEYMANE GARBA, Notaire à la résidence de Niamey (NIGER), Quartier Cité Poudrière Avenue du Damergou, Boite Postal: 11.167, Tel: 20.74 1264 ou au Service des Affaires Domaniales de Niamey.

**Pour Avis, LE NOTAIRE**  
**Maître SOULEYMANE GARBA**

## Sahel et Sahel Dimanche

abonnement en ligne sur le Site web : [www.lesahel.ne](http://www.lesahel.ne)

**INCROYABLE MAIS VRAI**  
Etats-Unis : Il vole une voiture avec un enfant à l'intérieur, revient et fait la leçon à la mère

Un voleur s'est permis de critiquer l'attitude d'une mère de famille dont il avait dérobé la voiture ce samedi à Beaverton, dans l'Oregon ( Etats-Unis). Le malfaiteur s'était emparé du véhicule, laissé ouvert et en marche juste devant un magasin. Après avoir démarré, le suspect a constaté qu'un enfant de 4 ans se trouvait sur la banquette arrière, rapporte The Oregonian. L'homme a alors fait demi-tour, retournant sur le lieu du vol. Il a ordonné à la mère de sortir son enfant de la voiture avant de prendre à nouveau la fuite. L'individu a cependant pris le temps de faire la leçon à la victime, lui reprochant d'avoir laissé son enfant dans le SUV. Il a menacé d'appeler la police pour dénoncer sa négligence, indique un porte-parole de la police de la ville. La femme s'était garée juste devant la porte d'une épicerie. Elle ne s'était jamais éloignée de plus de cinq mètres de sa voiture. Un employé du commerce a confirmé que la mère de famille n'était sur place que depuis quelques minutes lorsque quelqu'un a déplacé son véhicule. « Elle n'a pas commis de crime », a commenté le porte-parole de la police. Les forces de l'ordre se félicitent que le malfaiteur « ait eu la décence » de ramener l'enfant. La voiture et le suspect étaient toujours recherchés dimanche.

20 Minutes.fr

## H O R O S C O P E

	BÉLIER	TAUREAU	GÉMEAUX	CANCER
21 mars - 19 avril	Même si elle manque un peu de relief à votre goût, votre vie de couple devrait se dérouler sans anicroche grâce au soutien de Vénus.	L'ambiance sera assez sérieuse. Vous et votre conjoint fonctionnez comme une équipe, assumant vos responsabilités et faisant face ensemble.	Mercury vous rendra plus idéaliste que jamais. Vous donnerez beaucoup de votre personne et serez prêt à tous les sacrifices.	Vénus permettra aux célibataires de "passer à l'action" et de connaître, sur le plan sensuel, une expérience bouleversante et heureuse.
23 juillet - 21 août	Vos liens affectifs risquent de se distendre brusquement aujourd'hui. Ce sera l'aboutissement d'une longue série de malentendus et d'opportunités.	Vie à deux presque idéale ! Sous l'impulsion de Jupiter, vous engagerez un dialogue serein avec votre conjoint, vous effectuerez des ajustements.	On vous sent un peu en retrait côté amour. L'influence de Saturne ne vous prédisposera guère à vivre une passion enflammée.	Journée très faste pour l'amour des célibataires. Ce sera celle des nouvelles aventures ou du plein épanouissement d'une ancienne relation.
22 nov. - 21 dec.	Ceux qui vivent en couple doivent s'attendre à des problèmes dans leur vie conjugale. Certains pourront mal admettre les velléités d'indépendance.	Comme vous ne savez pas vraiment de qui vous êtes épris, parfois de plusieurs, mieux vaudra ne pas vous engager en ce moment par des serments.	Ce n'est pas tous les jours que vous réussissez à trouver un heureux équilibre entre votre carrière et votre vie conjugale.	Ce sera tout ou rien sur le plan conjugal : la passion ou les conflits en chaîne ! Si votre couple bat sérieusement de l'aile.

### PHARMACIES DE GARDE

*Du Samedi 16 au Samedi 23 Janvier 2021*

☞ Any Koira	☞ Dan Gao
☞ As Samad	☞ Air
☞ Goroual	☞ Cité Fayçal
☞ Fassa	☞ Nour
☞ Gobi	☞ Grand Marché
☞ Les Jumelles	☞ Espoir
☞ Plateau 2	☞ Renouveau
☞ Ridwane	☞ Tadjéjé
☞ Château 1	☞ Gaptchi
☞ Des Camps	☞ Arche
☞ Sabo	☞ Harobanda
☞ Askia	☞ Pop. Rive Droite
☞ Kassaye	☞ Pop. Hôpital
☞ Cité Caisse	(sauf les dimanches)
☞ Remède	

---

### NUMEROS UTILES

Renseignements :	12
Réclamations:	13
SAMU:	15
Police Secours:	17
Sapeurs Pompiers :	18
Hôpital :	20 72 22 53
Médecins de nuit:	20 73 47 37

REPUBLIQUE DU NIGER  
SOCIETE NIGERIENNE  
D'ELECTRICITE  
(NIGELEC)

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL



**Pays :** Niger  
**Nom du Projet :** Projet d'Expansion de l'Accès à l'Electricité – Financement Additionnel  
**Numéro du Crédit :** 6305 NE  
**Intitulé du Marché :** Travaux d'électrification  
**Référence DAO No :** AON-1/CGP/NELACEP2/21

1. La République du Niger a reçu un financement de Banque Mondiale qu'elle a rétrocédé à la Société Nigérienne d'Electricité (Nigelec) pour financer le Projet d'Expansion de l'Accès à l'Electricité (Financement additionnel) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du Marché d'installation de matériel électrique et accessoires.

2. La Nigelec sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir en trois (3) lots : les travaux d'électrification rurale dans les régions de Maradi, Zinder et Tahoua :

- Lot 1 : **Électrification rurale dans la région de Zinder ;**
- Lot 2 : **Électrification rurale dans la région de Tahoua ;**
- Lot 3 : **Électrification rurale dans la région de Maradi.**

L'évaluation se fera par lot. L'attribution se fera par lot ou groupe de lots suivant la combinaison la plus avantageuse pour le Client.

Les délais prévisionnels de réalisation sont de :

- 6 mois pour le lot 1 ;
- 8 mois pour le lot 2 ;
- 5 mois pour le lot 3.

Les délais ne sont pas cumulables en cas d'attribution de plus d'un lot.

3. Un Soumissionnaire peut présenter une offre pour un ou

plusieurs lots, comme précisé dans le Document d'Appel d'Offres. Un Soumissionnaire désireux d'offrir un rabais dans le cas où les trois lots lui seraient attribués, est autorisé à le faire, mais il devra indiquer ces rabais dans le Formulaire d'Offre.

4. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de Juillet 2017 de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet, Monsieur MAISHAROU Balla Mamane email : [maisharou\\_balla@yahoo.de](mailto:maisharou_balla@yahoo.de) avec copie à Monsieur Mahaman Laouali MOUSSA email : [laoualimoussa@gmail.com](mailto:laoualimoussa@gmail.com) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous de 8 heures à 17 heures 30 minutes du lundi au jeudi et de 8 heures à 13 heures les vendredis.

6. Le Dossier d'Appel d'offres en langue française peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de **Cent Mille (100 000) FCFA ou 150 euros**. La méthode de paiement sera en espèces ou par chèque certifié libellé au nom de la Nigelec ou par virement bancaire au compte suivant, ouvert au nom de la Nigelec BP 11 202 Niamey NIGER:

**Banque :** BOA  
**Compte :** 002511002754

**Clé RIB :** 92  
**Code IBAN :** NE58 NE03 8010 1800 2511 0027 5492  
**CODE SWIFT :** AFRINENIXX

Le dossier d'appel d'offres sera adressé par courrier électronique ou récupéré au siège de l'Unité de Gestion du Projet, à l'adresse N°1 ci-dessous.

7. Les offres devront être remises à l'adresse N°2 ci-dessous **au plus tard le 25 février 2021 à 9 heures**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse numéro N°3 mentionnée ci-dessous le **25 février 2021 à 9 heures 30 minutes** (GMT + 1).

8. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre (garantie bancaire) pour un montant équivalent à :

- Lot 1 : 2 700 000 FCFA ;
- Lot 2 : 3 400 000 FCFA ;
- Lot 3 : 1 800 000 FCFA.

9. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

**Adresse N°1 :** Unité de Gestion du NELACEP, Boulevard Mohamed VI x Rue du Château I face la Cabane, 1er étage, Niamey, Niger

**Adresse N°2 :** Service Courrier, Nigelec Siège, 1er étage, Avenue du Général De Gaulle, Plateau II, Niamey, Niger

**Adresse N°3 :** Salle de réunion, Nigelec Siège, 1er étage, Avenue du Général De Gaulle, Plateau II, Niamey, Niger

### AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'étude de Maître Djibo Hamsa Garba Notaire, à la Résidence de Niamey (République du Niger), RUE LI 18, de la perte de l'Acte de Cession d'Immeuble Non Bâti de la **parcelle G de l'lot 18 579, lotissement Diaspora**, au nom de **Mr Ousseini Tondi**. Prière à toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir le déposer au Service des affaires domaniales de la Commune Rurale de Karma ou à l'étude ci-dessus indiquée.

Maître Djibo Hamsa Garba

### AVIS DE PERTE

Avis est donné par l'Office Notarial Chafei Altiné YATTARA, sis Kalley-Nord Abidjan, Avenue de L'Aréwa, Boîte Postale, 10.956 Niamey. De la perte de l'Acte de Cession d'Immeuble, objet de la **parcelle G, lot 11403, lotissement SABRA BANGOU**, au nom de **Madame SOUNA HAMINATOU S/C ABDOUL KADER HAMIDOU ZAKOU** Cel : 99 01 13 01. Nous remercions toute personne qui l'aurait retrouvé de bien vouloir l'apporter à l'adresse sus-indiquée, ou le déposer au service des Affaires domaniales et cadastrales de la Ville de Niamey.

Maître Chafei Altiné YATTARA

## LE SAHEL

Place du Petit Marché ;  
BP 13182 Niamey (R. Niger)  
Tél : 20 73 34 86/87 ; Télécopieur : 20 73 30 90  
E-mail : [onep@intnet.ne](mailto:onep@intnet.ne)  
Site web : [www.lesahel.ne](http://www.lesahel.ne)

### Directeur de Publication

**ZAKARI ALZOUMA COULIBALY**

### Direction de la Rédaction et des Centres Régionaux (DR/CR)

Directeur : Assane Soumana ; 20 73 99 86  
Rédacteur en chef : Siradji Sanda  
Rédacteur en chef Adjt : Souley Moutari  
Secrétaire de Rédaction : Zabeirou Moussa  
Rédacteur en chef en ligne : Oumarou Moussa

### Direction Technique (DT)

Directeur : MAHAMANE HADI : 20 73 99 87  
Réd. chef informatique adjt : Inoussa Oumarou

### Direction Commerciale (DC)

Directeur : Inoussa Sadissou Samy : 20 73 22 43  
Chef service Communiqué et Pub : Mme Wata Fassouma

### Direction Administrative et Financière (DAF)

Directeur : MOROU HAMADOU 20 73 99 85  
Chef service Recouvrement : M. Alzouma Harouna

Composition : ONEP

Tirage : 5000 exemplaires

## MOTS

## CROISES

du

Le Sahel

### HORIZONTALEMENT

- Récit d'une légende conté sur fond musical par Djéliba Badjé;
- Petit oiseau de cage ;
- Précède "in" pour une manifestation pacifique assise (... in) - Centrale syndicale - L'homme du jour ;
- Relief de son - Interjection d'indécision ;
- Rachitiques - Ancêtre péruvien ;
- Canal qui conduit l'urine à la vessie ;
- Grand axe du Nord- Possessif ;
- Auteur anonyme- Qualité d'huile- Futur hôtel spatial ;
- Il a son stand- Petit oiseau passereau ;
- La "perfidie Albion" des Français ;

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

1	■									
2		■								
3			■							
4				■						
5					■					
6	■									
7		■								
8			■							
9				■						
10					■					

## VERTICALEMENT

- Numéro d'édition de publication internationale - Grecque ;
- Aussi populaire - Imprimerie ;
- Individus qui jouent leurs rôles dans un film - Service de police ;
- Article défini- Brame ;
- Relative aux aieux ;
- Ville du Nord Nigéria - Quart chaud ;
- Manière de faire- Se rendra - Gaïa ;
- Piquets- Direction sur la rose des vents- Suffixe ;
- Partie épurée d'une substance- Vieil empereur ;
- Chronique d'une mort assistée ;

### numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	A	P	I	C	U	L	T	E	U	R
2	V		T	I	R		I	N	S	U
3	O	P		E	T	E		I	I	I
4	R	I	O		N	N	E		N	S
5	T	E	N	T	A	C	U	L	E	S
6	E	U	R	E		E	R	E		E
7	M	S	A		I	N	O		H	L
8	E	E		A	N	S		C	O	L
9	N		S	I	C		P	I	R	E
10	T	E	N	T	A	T	I	O	N	S